

1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (Q à S)



Henri LESOIN

Association « Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix »

Collection « Les notices historiques clairoisiennes »
n° 13 ~ 2017

Sommaire

• <i>Préambule</i>	<i>p. 03</i>
• <i>Les mesures préventives contre les bombardements</i>	<i>p. 04</i>
• <i>Les noms commençant par Q et par R jusqu'à ROGER</i>	<i>p. 06</i>
• <i>L'offensive</i>	<i>p. 13</i>
• <i>Les noms commençant par R à partir de ROLLET</i>	<i>p. 14</i>
• <i>À Clairoix, les journées décisives du 5^{ème} Corps d'Armée</i>	<i>p. 18</i>
• <i>La vie des civils à Clairoix</i>	<i>p. 21</i>
• <i>Les noms commençant par S</i>	<i>p. 23</i>
• <i>Le 33^{ème} et le 2^{ème} Corps d'armée à Clairoix</i>	<i>p. 32</i>
• <i>Une unité hors du commun à Clairoix : la SSY3</i>	<i>p. 34</i>
• <i>Clémenceau à Clairoix</i>	<i>p. 37</i>

Illustration de couverture : le Général Pellé sur le seuil du Clos de l'Aronde le 29 mars 1918. Vêtu d'un imperméable américain et de bottes dites « à l'aviateur », il se fait tirer le portrait par le Service photographique des armées à la suite des durs combats que le 5^{ème} Corps d'armée a livrés en mars et avril 1918.

Collection BDIC_Y2882.

La collection « Les notices historiques clairoisiennes »

<i>N°</i>	<i>Titre</i>	<i>Année</i>
01	L'école communale en 1858 : l'exemple de Clairoix (Oise)	2008
02	La filature de soie de Clairoix (Oise)	2009
03	Les vignes à Clairoix (Oise) et dans les environs	2010
04	Le Clos de l'Aronde, mairie de Clairoix (Oise)	2011
05	Clairoix (Oise) en 1926	2012
06	Le comte Aimery de Comminges et Clairoix (Oise)	2013
07	Clairoix (Oise) et la guerre de 1914-1918	2014
08	Les Sibien et Clairoix (Oise)	2015
09	1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (À à D)	2015
10	1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (E à J)	2016
11	1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (L et M)	2016
12	1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (N à P)	2017
13	1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (Q à S)	2017

Préambule

En ce début d'année 1918 tous les espoirs semblent permis. En premier lieu celui d'une résolution rapide du conflit. En effet, depuis 1917, Noyon compte parmi les rares villes libérées. Au moins, pour la population de l'Oise, il s'agit d'un évènement de taille. Pour elle, la démonstration se fait chaque jour par le rythme et le taux toujours plus important de troupes françaises passant à Clairoix et dans la région. De mémoire d'habitant, jamais le rythme ne fut aussi soutenu.

Pour le Grand Quartier Général à Compiègne, la perception des évènements est différente. On exploite un repli, inattendu, salubre, faut-il encore faire vite, mais un repli qui ne dit rien de bon pour un œil averti.

Et pourtant, une lecture attentive des journaux, en dépit de la censure, aurait pu, et aurait dû, mettre la puce à l'oreille de chacun des habitants de Clairoix. En ce début d'année, rien n'est encore joué. Les Alliés affichent 175 divisions d'infanterie, certaines venues des contrées les plus lointaines du Commonwealth. Celles des Américains suivraient, quand ? Nul ne le sait encore. Fin 1918, début 1919 ? Vu du côté allemand, la situation est tout autre. En ce début 1918, si les négociations de paix ou de cessez-le-feu en cours entre les délégations allemande et russe à Brest-Litovsk en Biélorussie viennent à aboutir rapidement, l'Allemagne et l'Empire Austro-Hongrois pourraient alors dégager, avec la libération des prisonniers et le démantèlement de la ligne de front à l'Est, un total de 200 divisions d'infanterie sur le front français.

Voilà bien ce qui inquiète les Alliés en ce début 1918.

L'armée française est à bout de souffle. Les nouveaux conscrits ne suffisent pas pour remplacer les morts et les blessés devenus inaptes. Ils ne suffisent pas pour remplacer l'expérience du combat. Les rangs des officiers ont été étrillés. Un sous-lieutenant, un lieutenant ou un capitaine sur deux a été tué au combat. On ne compte plus les blessés graves qui encombrant les hôpitaux de l'arrière et qui ne reprendront plus du service. Un commandant ou un lieutenant-colonel sur trois a été tué. Un colonel sur quatre et un général sur cinq. Aucun rang de la hiérarchie n'a été épargné. L'encadrement manque à l'appel. Et pourtant, ces Français ont la rage au corps. Ils savent le dénouement proche. Le moral en baisse de 1917 a disparu. Étrangement, celui de 1918 est élevé. Mais ces poilus résignés, contrairement à 1914, sont réalistes et, à ce jeu cruel qui va se jouer, ils le savent, « *Ça passera ou ça cassera* », comme ils le disent.

Un duel à mort se prépare.

Mais cet affrontement programmé s'éternise. En attendant, on avance les pions sur l'échiquier. Il met du temps, car les négociations de Brest-Litovsk traînent en longueur. Ce temps perdu par les Allemands sera certes des vies gagnées pour les Alliés. Alors, sachant l'offensive décisive proche, on masse et on masse encore les troupes. On reprend le terrain libéré comme à Noyon. On gagne du temps. On suppute sur les possibilités offensives de l'ennemi. Des points faibles sur un front de 700 kilomètres ? Il y en a. Mais, si tout doit se jouer, cela doit se faire rapidement. Les zones possibles sont, entre autres, la Champagne au nord de Reims, les Flandres qui mettraient à mal le dispositif britannique, et le nord de l'Oise, qui constitue toujours une trouée directe, pour l'attaque décisive, qui, comme une boule dans un jeu de quilles, ferait sauter le GQG de Compiègne, puis Senlis, et enfin, sur le cours de la vieille route royale, Paris. Ce que l'on sait de l'Allemagne, c'est qu'une rébellion naissante, à l'image des soviets, se met en place à Berlin et dans les villes du nord. Cette puissance va donc jouer son va-tout. Négocier la paix sur une position de force. Négocier en vainqueur plutôt qu'en vaincu. Et ça, le poilu n'en veut pas. Celui qui passe à Clairoix affiche toute sa détermination.

Les mesures préventives contre les bombardements

Le comte de Comminges, assis à son bureau, vient de refermer le *Progrès de l'Oise* du 16 février. Quelques jours plus tôt, il s'était rendu auprès de Mme Sibien. En effet, comme le rapporte le journal : « *Nous apprenons le 5 février, la mort subite de M. Armand Sibien, architecte honoraire de la ville de Paris, expert près les tribunaux, architecte de la Compagnie « La France ». On lui doit, à Paris, les plans et la direction de nombreux immeubles et hôtels, en autres, Régina et Majestic...* ». Maintenant, chez les Sibien, il n'y a plus aucun homme. Un fils, Pierre, a été tué en 1914, le second, Maurice, a été fait prisonnier. Leur jardinier ? Il est mort au champ d'honneur ; il ne reste plus que Mme Sibien, leur fille Germaine et Céleste Gaudefroy, l'épouse du jardinier, et sa fille Andrée. Probablement miné par le chagrin, le père n'aura pu supporter le supplice quotidien (Pour plus de précisions sur les Sibien, voir la Notice historique clairoisienne n° 08 « *Les Sibien et Clairoix (Oise)* », parue en 2015.)

Sentant tout le poids de sa fonction de maire dans une année cruciale, le comte se lève, traverse son bureau et se dirige vers la grande fenêtre. Il gratte légèrement le givre qui s'y est déposé et il perçoit, dans le jardin, les officiers casqués et revêtus de lourds manteaux couleur *bleu horizon* assemblés en petit comité. Ils conversent. Des volutes de condensation s'échappent de leurs lèvres bleuies. La nervosité est palpable sur les visages. Ils se séparent et la diffusion de leurs ordres suit, légèrement feutrée mais suffisamment distincte, s'adressant à la troupe, qui vient de prendre ses quartiers dans les écuries et les appentis de sa grande villa. Il fait froid en ce mois de février 1918. Froid certes, mais, pour autant, cette rigueur du climat n'arrête pas les combats. La preuve ? Sur son bureau, le journal « *Le Gaulois* » du 1^{er} février 1918, annonce dans ses gros titres : « *Paris bombardé : 38 morts, 190 blessés... le raid (...) n'a pas duré moins de deux heures. Quatre escadrilles l'ont exécuté, ce qui doit représenter quelque chose comme trente-six avions de bombardement...* ».

Pour l'Oise et particulièrement à Clairoix, selon les directives du préfet, le maire a pris les dispositions nécessaires pour faire face aux bombardements. C'est qu'en ce début d'année 1918, l'époque des zeppelins est dépassée. Le raid de 1917 sur Compiègne a sonné le glas de cet antique moyen d'attaque. L'ennemi s'est modernisé. Selon les dires des officiers de passage qui sonnent plutôt comme un avertissement, l'aviation allemande disposerait de gros bombardiers, les



Les bombes ou torpilles que le bombardier gotha peut larguer en chapelet à raison de 600 kg par appareil. En arrière-plan, l'avion que la firme Goather Waggonfabrik a développé en 1917. Cette nouvelle menace surprend et terrorise les habitants de Clairoix (Photo de l'auteur).

« *gothas* », se déplaçant en escadrilles et lâchant des torpilles de la taille d'un homme. Certes, il peut imaginer la scène, mais l'époque de sa vie d'officier est révolue. Son imagination reste loin de la réalité. C'est bien au cours du premier raid réalisé sur Paris dans la nuit du 30 au 31 janvier 1918 qu'il réalisera la capacité destructrice de ces armes nouvelles qui remettent en cause son jugement des années précédentes.

Pourtant, il y a tout juste un an, le 8 janvier 1917, des directives avaient été données et transmises par le commandant du cantonnement de Clairoix pour dispenser les moyens d'alerte : « *Le Maire : Considérant que tous les moyens d'alerte doivent être réservés pour la*

protection de la population civile et militaire, que les sonneries quotidiennes et habituelles, et à plus forte raison les sonneries inhabituelles (glas, etc.) pourraient être confondues avec le tocsin et qui à cet égard, toute cause d'erreur ou même d'hésitation doit être écartée,

Arrête :

Art. 1 : Jusqu'à la fin des hostilités ou jusqu'à ce que les événements permettent de rapporter cet arrêté, les sonneries de cloches sont interdites sur le territoire de la commune en dehors des alertes données par l'autorité militaire, Art. 2 etc. »

C'est ainsi qu'il admet le rôle incontournable de l'officier de cantonnement du village. C'est une sorte d'adjoint au maire du temps de guerre, un militaire imposé. Il est celui qui fait l'interface avec le commandant des étapes de la ville de Compiègne. Une hiérarchie parallèle en sorte. Rappelons-le, Clairoix, Compiègne et sa région sont dans la zone de l'armée. Le 5 février 1918, le commandant des étapes de la place de Compiègne prescrit aux maires des directives plus précises. Elles donnent d'ailleurs lieu à l'arrêté suivant :

« Le Maire de Clairoix,

Vu la loi du 5 avril 1884, arrêt 1243,

Vu l'arrêté du 16 janvier 1918 de Monsieur le Général directeur des Etapes,

Arrête :

Art. 1 : En cas de bombardements aériens, dès que le signal d'alerte (signalé à Compiègne, coups de canons ou autre signal à déterminer de concert avec M. le Commandant du cantonnement) aura donné ou dès que les habitants s'aperçoivent de la menace d'appareils ennemis, ils devront immédiatement évacuer les rues et se mettre à l'abri dans les maisons les plus proches afin d'éviter tout au moins les éclats d'obus,

Art. 2 : En cas d'alerte signalée de bombardement évident, tous les habitants devront le jour garder ouvertes les portes des maisons, afin de permettre aux passants de trouver un abri immédiat (dans l'intérieur des maisons, ne pas stationner devant les portes et les fenêtres – garder le masque à portée),

Art. 3 : Jour et nuit doivent rester ouvertes les caves désignées par l'autorité militaire par une inscription sur les portes des maisons. En cas de bombardement menaçant, il est recommandé aux habitants de se réfugier dans les caves,

Art. 4 : Dès la tombée de la nuit, toutes les ouvertures des maisons seront masquées avec le plus grand soin pour que ne filtre aucune lumière. Les habitants veilleront à ce que leurs hôtes militaires veuillent bien se conformer à l'arrêté,

Art. 5 : Si l'agglomération de la commune est menacée par un bombardement, M. le Lieutenant-pompier devra de suite s'informer d'un risque d'incendie possible et faire le nécessaire ... etc. »

Bombardements, caves répertoriées, fenêtres masquées par du papier journal et du ruban papier adhésif, ou tout simplement de lourds rideaux tirés, cave-abri signalée par une pancarte, masques anti-gaz à portée de main, incendie, tout est dit. La guerre vient de changer de dimension. Elle sera de nature totale... offensive, et balayera tout ce qui présente le moindre obstacle à sa progression. L'habitant n'est



Affiche préconisant l'aménagement d'abris à domicile. Ces abris sont souvent à l'origine des caves implantées au milieu des jardins actuels de Clairoix (Collection Archives départementales de l'Oise).

déjà plus maître chez lui. Le village est une caserne. Les réquisitions de logements ont pratiquement doublé.

Le 27 mars, un télégramme est envoyé au maire de Compiègne : « *l'évacuation de Compiègne étant obligatoire, aucun civil ne doit rester à Compiègne, à l'exception des autorités civiles qui désireraient y demeurer jusqu'à nouvel ordre. Prière de prendre les mesures en conséquence.* » Cet ordre, envoyé sous le n° 11-520, peut s'appliquer aux communes avoisinantes. De fait, le ton est juste. Compiègne et ses environs vont connaître du 26 mars jusqu'à juin 1918 de nombreux bombardements, notamment celui du 2 juin. Une partie de la population a évacué, ou s'apprête à le faire au fil des destructions. Clairoux n'échappe pas à la règle. De grandes villas de villégiatures se sont vidées. Seuls restent des agriculteurs, s'ils n'ont pas déjà évacué, comme les Rollet vers Méru, puis Corbeil-Cerf, et des gens moins fortunés, ne sachant où aller.

Quoi qu'il en soit, le maire a pris sa décision. Il n'évacuera pas lui-même, bien qu'il en ait la possibilité. Il restera avec ses derniers administrés, jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'on lui demande de partir, et il sera le dernier à le faire. Pour l'exemple, pour le panache.

Les noms commençant par Q et par R jusqu'à ROGER

QUENTIN Étienne Marcel

Né le 2 juin 1889 à Compiègne, il est menuisier à Clairoux mais réside à Compiègne. Il est le fils de Louis Alexandre et de Marie Jeanne Sinol domiciliés à Compiègne.

Le 2 août 1914, il est rappelé au 164^{ème} Régiment d'Infanterie à Verdun. Après une remise en condition physique, les hommes du 164 sont employés à la défense de la région de Verdun. Puis ils se replient et participent à la contre-offensive de la bataille de la Marne du 5 au 13 septembre 1914 à Julvécourt, Souilly et Ippécourt. D'octobre à décembre, le régiment combat en Woëvre et enfin dans les alentours de Verdun.

Le 1^{er} février 1915, Étienne Quentin passe au 166^{ème} RI mais il ne change pas de position géographique, probablement s'agit-il là de recompléter les effectifs de ce régiment. Il est d'ailleurs engagé sur les côtes de Meuse, puis à Fresnes en mars. Le 24 mars, il est dirigé vers le 161^{ème} RI au Bois de la Gruerie. Dans ce régiment surnommé « *Régiment des portes de fer* », les soldats sont soumis aux rudes épreuves du feu ennemi. À peine affecté à l'unité, dès 6h00 du matin, au moment de la relève des lignes de front, le régiment subit un violent bombardement. Les poilus du 161 attaquent et reprennent le site de Bagatelle, lieu même qui, quelques jours plus tôt, avait été gagné par Étienne et ses camarades.

Cette fois, le bombardement est intense. Il surprend tant par sa soudaineté que son ampleur. Les hommes tombent. Pris de panique, Étienne abandonne son poste et se mutile volontairement pour échapper au service au feu. Comme dans toutes ces situations, il n'y a pas de héros, simplement des hommes mis à l'épreuve, une fois de plus. L'homme, s'il est glorieux un jour, peut céder à la panique le lendemain. Il est condamné le 24 août 1915 à trois ans d'emprisonnement. Puis il est immédiatement mis en liberté provisoire et doit rejoindre le 27 août le 150^{ème} RI.

Avec cette unité, se sentant surveillé pour son comportement, à nouveau il doit faire ses preuves vis-à-vis de ses camarades. Il en aura l'occasion. Engagé au feu en Champagne, notamment à Saint-Hilaire, au cours d'un assaut, il est blessé par balle au bras droit, fracturant celui-ci. Il est dirigé vers l'ambulance et est hospitalisé.

De retour à l'unité, il est affecté à la compagnie de mitrailleuses comme tireur. En mars 1916, le régiment est envoyé à la défense de Verdun, notamment le Mort-Homme. Le 21 avril 1916, il est blessé à Verdun. Une balle le touche au flanc droit, mais le projectile ne touche aucun organe vital. « *Blessure en séton* » notera le médecin major.



Citation remise
à titre
posthume



Il passe au 122^{ème} RI le 25 août 1916 afin de compléter les effectifs de ce régiment qui vient de perdre plus de 1 000 hommes deux semaines plus tôt. Étienne est engagé dans le secteur de Thiaumont et des carrières près de Verdun. Il fait désormais l'objet d'une remise de peine. Il ne quittera jamais le secteur de Verdun. Ayant relevé le 216^{ème} RI le 14 août, les hommes se préparent à l'attaque. Le 19 août, les obus ennemis arrosent les abris. L'un d'eux fait exploser un dépôt de munitions. Dans la nuit, les bataillons rejoignent leurs parallèles de départ. L'attaque est déclenchée et à 6h00 du matin en direction du Mort-Homme. Les premiers objectifs sont atteints. Étienne, qui est au 3^{ème} bataillon, se place avec sa mitrailleuse pour appuyer la progression de ses camarades, lorsque, à 7h45, des avions ennemis, volant très bas, se jettent sur les positions de mitrailleuses. Étienne tient dans sa ligne de mire l'un d'eux et n'arrête pas le tir, mais un projectile l'atteint à la tête.



Équipe de servants à la mitrailleuse Saint-Étienne. Étienne Quentin servait cette arme collective avec efficacité, ce qui lui valut une remise de peine (Collection de l'auteur).

Il décèdera trois jours plus tard à l'ambulance n° 1/16.

Il est cité à titre posthume le 3 octobre 1917 à l'ordre de la Brigade n° 63 : « *Très bon soldat mitrailleur. Le 20 août 1917, a été grièvement atteint à la tête par un avion ennemi mitraillant la position tandis qu'avec calme et sang-froid il servait sa pièce, contrebattant l'avion.* »

Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoux.



Médaille militaire remise à titre posthume aux parents.

RAFFARD André Jules Auguste

Il est né le 22 juin 1886 à Saint-Quentin. Il est le fils de Louis Alfred Jules et d'Alice Juliette Passet habitant Clairoux. Étudiant à Saint-Quentin, il est incorporé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons à l'âge de 22 ans. Il est rappelé avec le grade de caporal le 4 août 1914 au 267^{ème} RI, régiment de réserve du 67.

Le régiment est engagé à Solre-sur-Sambre en août 1914, puis dans un coup d'arrêt des armées allemandes à Guise. Ils ne feront pas de quartier vis-à-vis des prisonniers et blessés allemands. Ils n'en ont ni le temps, ni les moyens. Puis c'est la retraite jusqu'à Vailly-sur-Aisne. Dans le cadre de la contre-offensive de la Marne, André et ses hommes sont engagés à Montceaux-lès-Provins les 6 et 7 septembre 1914, jusqu'à Berry-au-Bac à la fin du mois.

En octobre, le régiment est déployé dans la Somme au Quesnoy-en-Santerre.

Il passe sergent le 27 octobre 1914.

Puis le régiment est renvoyé dans l'Aisne, à Soupir.

Il passe au 251^{ème} RI le 2 juin 1915 pour reformer l'encadrement de ce régiment.

Il reste dans ce secteur jusqu'en mars 1916.

La bataille de Verdun est engagée. Il rejoint les secteurs de Chattancourt et de Cumières. Ce sont des affrontements quotidiens.

Dans la nuit du 28 au 29 avril, le régiment se redéploie au bois des Caurettes et relève des régiments. Deux compagnies (22 et 23^{èmes}) sont envoyées soutenir la ligne de front tenue par le 154^{ème} RI. André Raffard et ses hommes, qui appartiennent à la 23^{ème} compagnie, appuient l'attaque du 154^{ème} ; ils tiennent les tranchées conquises.



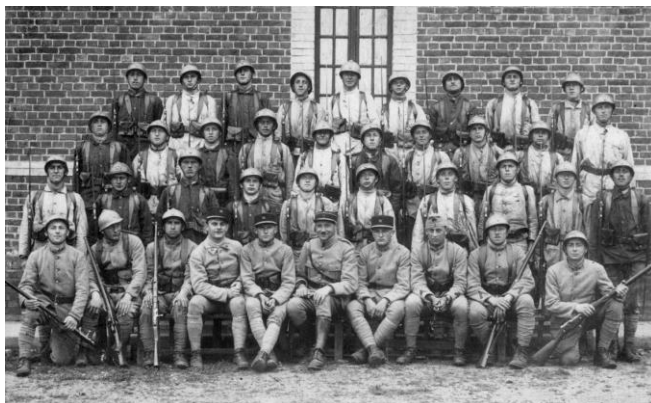


Photo de groupe d'une section de la 23^{ème} compagnie regroupant des soldats du 251^{ème} RI avec des rescapés du 54^{ème}. André Raffard semble se situer au premier rang, troisième à partir de la droite (Collection de l'auteur).

C'est au cours de la défense de ses tranchées qu'André est blessé. Il est évacué à l'arrière. Le médecin inscrit sur sa fiche : « *plaies fesse gauche par éclats de grenades* ». Il est évacué à l'H.O.E. (hôpital de campagne) n° 6, puis à l'hôpital de Brest pour un traitement plus lourd. Il ne retourne au dépôt du 251^{ème} RI

que le 21 juin 1916, régiment qui vient d'être dissous à la suite de terribles pertes. Il est provisoirement placé dans les services auxiliaires.

Le 22 août 1916, il est classé inapte temporaire par la commission de réforme, puis définitif, les éclats à la fesse ayant endommagé des tendons et entraîné des problèmes d'articulation du genou. Il est définitivement affecté dans les services auxiliaires à la 20^{ème} Section des secrétaires d'état-major le 1^{er} juillet 1917.

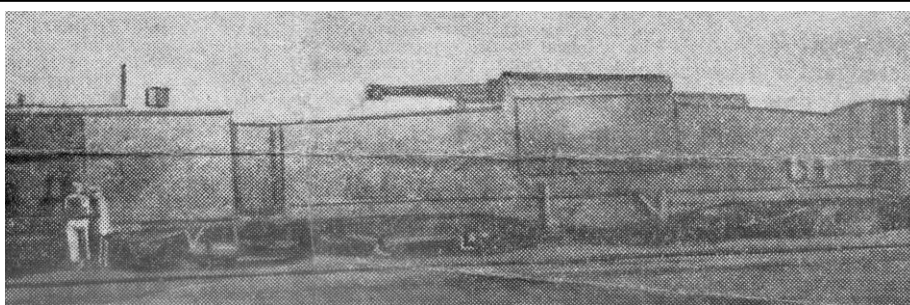
Il est mis en congé d'armistice le 21 mars 1919 et se retire à Versailles comme ingénieur chimiste.

RAMU Julien Octave

Il est né le 2 janvier 1877 à Roye (Somme) et est cantonnier à Clairoix depuis 1904. Fils d'Auguste, Émile, Désiré et de Marie Léocadie Lalaut, habitants de Roye.

Il effectue son service militaire en 1898 au 51^{ème} Régiment d'Infanterie.

Le 2 août 1914, il est affecté spécial à la 5^{ème} Section des chemins de fer. Comme presque tous les cantonniers, mécaniciens, aiguilleurs et chauffeurs de locomotives de la Compagnie de chemins de fer du Nord, il est mis à la disposition des transports logistiques des armées. Ils servent sous l'uniforme et sont soumis à la discipline et au règlement militaires.



Un des nombreux trains blindés passant par les aiguillages de Clairoix sur la ligne Compiègne-Montdidier, et se positionnant sur Villers-sur-Coudun pour pilonner les lignes allemandes sur Lassigny et Plessier-de-Roye. Le front s'étant fixé jusqu'en 1917 au nord du département de l'Oise, cette ligne devint d'une importance capitale pour les opérations, d'où la nécessité de disposer de cantonniers, aiguilleurs sous l'uniforme à la 5^{ème} Section des chemins de fer pour assurer l'entretien des voies (Photo tirée d'un article de journal ancien non daté, archives AHPC).

Le village de Clairoix comportant de nombreux aiguillages et plusieurs destinations de voies ferrées, il est affecté sur place, mais sera évacué fin août et début septembre 1914. Le rôle de ces aiguilleurs tient toute sa place dans la logistique d'autant que, depuis Clairoix, ce nœud ferroviaire sera souvent la cible de l'artillerie allemande.

Il est mis en congé d'armistice le 11 février 1919.

ROQUANCOURT Alfred Raymond

Né le 24 mars 1893 à Clairoux, il est le fils d'Amédée, Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, habitants de Longueil-Annel.

Le 27 novembre 1913, il est incorporé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons. À la déclaration de la guerre, le régiment est déjà sur ses positions de combat en Belgique près de Charleroi. Puis, après les premières escarmouches et les tirs meurtriers de l'artillerie lourde allemande, le régiment opère le repli qui le conduit à Nixéville, d'où le régiment lance la contre-attaque de la Marne le 6 septembre 1914. Il combat à Fleury-devant-Douaumont, puis à Louvemont dans la Woëvre. En février et mars 1915, il livre de terribles combats aux Éparges, puis à la tranchée de Calonne en avril.

Le 21 septembre 1915, après quelques jours de repos et d'exercices, le régiment quitte Saint-Quentin à minuit et arrive le 24 au nord-ouest de Suippes en Champagne. Il combat près de Souain dès le 25 où il subit de violents tirs d'artillerie. Puis le troisième bataillon auquel appartient Alfred est dirigé vers le bois Sabot et s'élance sur la tranchée de Lübeck où les combats vont durer six jours. Quatre attaques sont lancées mais se heurtent aux fils barbelés posés et réinstallés après chaque contre-attaque ennemie. Dans la nuit du 29 au 30, le régiment se maintient sur les positions conquises qui sont fortement pilonnées. Au cours de ces combats, Alfred Roquancourt est tué avec cinq de ses camarades. Au total, ce seront 144 hommes qui seront tués dont les officiers, qui paieront le prix fort, notamment le commandant Dolléans qui avait emmené les bataillons à l'assaut. 713 hommes seront blessés et 348 disparus, présumés prisonniers pour la majorité, ce qui correspond au tiers des effectifs du régiment. Son nom (lire Roquencourt au lieu de Roquancourt) est inscrit au monument aux morts de Longueil-Annel.



Médaille militaire remise à titre posthume aux parents.

ROQUANCOURT Anicet Émile

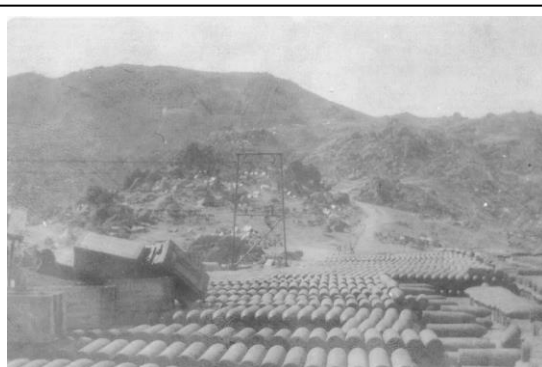
Il est né le 21 août 1884 à Clairoux et est le fils d'Amédée, Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, domiciliés à Clairoux en 1884. Comme ses parents et frère, il est cultivateur à Longueil-Annel en 1910.

Ayant effectué son service militaire au 17^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne (RAC) de La Fère en 1905, il est logiquement rappelé le 3 août comme servant canonier dans ce même régiment et sert à la 1^{ère} section des munitions du régiment à partir du 31 octobre. En août 1914, le régiment opère une retraite et, le 27, c'est dans le secteur de Cesse qu'il engage pour la première fois le feu.

Puis, du 6 au 13 septembre, il est employé dans la contre-offensive de la Marne à Vienne-la-Ville, Servon-Melzicourt et Daucourt. Puis, en Champagne, à partir de février 1915, le régiment frappe les lignes allemandes pour appuyer l'infanterie dans le secteur de Beauséjour, notamment le « *fortin du 110* », lieu de haute lutte où notamment de nombreux soldats du 110^{ème} RI perdirent la vie.

En octobre 1916, Anicet est envoyé à Verdun et plus particulièrement dans les combats de Damloup où il doit convoyer les obus sous le feu de l'artillerie adverse et sous le tir des avions allemands, ce qui relève de l'exploit.

Le 1^{er} avril 1917, il passe au 229^{ème} RAC qui vient d'être créé à partir de trois groupes de canons de 75 mm. Il sert à la 23^{ème} section de munitions pour acheminer les obus au



Dépôt de munitions dans les Vosges (Collection de l'auteur).

front depuis des dépôts situés à l'arrière. Au mois de mai, il est envoyé dans le secteur des Vosges jusqu'en septembre, puis dans la Meuse début 1918. Il est mis à la disposition du colonel de l'état-major de l'Artillerie Divisionnaire 151 (151^{ème} DI) le 27 février 1918 et finira le conflit en servant dans l'Aisne (d'avril à mai), puis en Alsace (mai-août) et en Champagne jusqu'au 11 novembre. Il est mis en congé illimité d'armistice le 2 mars 1919.	
ROQUANCOURT Auguste Martin Fils d'Amédée, Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, domiciliés à Clairoux en 1884, il est né dans ce village le 11 novembre 1899, et est ouvrier à Longueil-Annel en 1916. Il est incorporé le 22 octobre 1917 comme engagé volontaire pour la durée de la guerre et rejoint le 29^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne (RAC) probablement à Lorient, puisque sa garnison d'origine, Laon, est en zone occupée. Après sa formation de canonnier, il rejoint le 30^{ème} RAC le 11 avril 1918 et sera engagé sur canon de 75 mm dans le secteur de Noyon et du Matz. Il passe au 26^{ème} RAC le 28 juin 1918, avant d'être mis à la disposition du 210^{ème} RA le 13 juillet 1918. À ce moment, il est engagé en Picardie à Assainvillers et Faverolles en août 1918 et dans l'offensive de Nesle-Ham puis à Essigny-le-Grand et Urvillers en septembre. Soldat de première classe début 1919, il passe au 207^{ème} Régiment de Chars de Combat (RCC). Il est placé en congé illimité d'armistice et, démobilisé, il passe en réserve active le 22 septembre 1920 et se retire à Longueil-Annel. Il décèdera le 13 août 1923.	 Médaille des engagés volontaires
ROQUANCOURT Étienne Aurélien Né le 20 septembre 1877 à Coudun, il est l'un des frères de la fratrie et est le fils d'Amédée, Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, habitants de Clairoux avant de s'installer à Longueil-Annel. Il est maçon à Clairoux puis en 1897 à Margny-lès-Compiègne en 1910. Il est exempté du service militaire pour raison médicale. Mais le 2 décembre 1914, il passe en commission de réforme à Compiègne qui le juge apte à servir au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Il monte des gardes autour des états-majors, des terrains d'aviation et parfois assure la garde des prisonniers allemands. Le 29 novembre 1915, il est affecté au 228^{ème} Régiment d'Infanterie dans les services auxiliaires. Puis il passe au 4^{ème} Régiment du Génie le 25 décembre 1915. Il est envoyé sur Verdun en février 1916. La mission consiste à creuser des puits de mines depuis les tranchées françaises, puis traversant le terrain en profondeur, de s'arrêter sous les tranchées allemandes. Dans un deuxième temps, il leur faut déposer une grande quantité d'explosifs qu'il faudra amorcer au moment où l'ennemi commencera à se positionner en nombre dans ses tranchées. Le travail est périlleux. Les effondrements, le repérage par l'ennemi, le bombardement de l'entrée ou le contre-minage par la mise en place d'un « soufflet » sont toujours possibles (le soufflet a pour objectif de faire sauter la mine adverse et nécessite donc de creuser, en toute discrétion, une autre mine sous celle de l'ennemi, d'évaluer le niveau d'avancement par écoute et d'y poser les explosifs). En juillet 1916, les sapeurs du 4^{ème} Génie sont envoyés à Estrées dans la Somme pour préparer l'offensive. Au cours de l'une de ces opérations dangereuses, il est grièvement blessé et est cité le 22 juillet : « <i>Brave sapeur plein d'énergie pendant les opérations de juillet 1917 au cours desquelles il a été mortellement blessé le 22 juillet 1916, a été cité.</i> » Il décèdera de ses blessures le 23 juillet 1916.	  Médaille militaire remise à titre posthume aux parents en 1919.

Son nom (Roquencourt au lieu de Roquancourt) est inscrit au monument aux morts de Longueil-Annel.	
ROQUANCOURT Joseph Amédée Né le 12 novembre 1875 à Coudun, il est le frère aîné de cette grande fratrie et le fils d'Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, habitants de Clairoix avant de s'installer à Longueil-Annel. Il est journalier à Clairoix, puis à Longueil-Annel. Le 14 août 1914, il est rappelé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale (13^{ème} RIT) de Compiègne. Faisant partie des vieux mobilisés, il est néanmoins de ceux qui, dans les tous derniers jours d'août 14, vont défendre Compiègne, Clairoix, et protéger les artificiers français et anglais chargés de faire sauter les ponts de l'Oise. Les échelons de tête allemands ne sont qu'à deux ou trois kilomètres. Puis c'est le repli, vers le sud. Il a pour mission la garde d'états-majors, la garde de terrains d'aviation et des ponts de l'Oise, puis, le 7 janvier 1915, il passe au 26^{ème} RIT. Joseph participe à la défense d'Arras, ville qui ne sera jamais prise par l'ennemi. En juillet 1915, il est à Foucaucourt, puis Frise dans la Somme pour la construction d'abris et de pistes. Puis, début 1916, il est envoyé dans le secteur de Verdun. Il est principalement employé au déchargement de projectiles divers pour l'artillerie. Avec ses camarades, ils réparent les casemates détruites. Compte tenu de leur âge, ces hommes ne sont pas envoyés systématiquement en première ligne, mais ils essuient tout de même le feu de l'artillerie adverse. En 1917, ils passent pour la plupart d'entre eux au service d'intendance et de santé des armées. En 1918, ils sont dans le secteur de Noyon-Compiègne, puis ils terminent le conflit dans la Marne. Il est mis en congé illimité d'armistice le 5 février 1919 et se retire à Longueil-Annel.	
ROQUANCOURT Marcellin Charles Né le 9 janvier 1886 à Clairoix, il est le fils d'Amédée, Alexandre et de Marie, Juliette Trouvain, habitants de Clairoix avant de s'installer à Longueil-Annel. Il est couvreur à Clairoix depuis le début du siècle, puis à Venette en avril 1914. Après avoir effectué son service militaire au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne de 1907 à 1909, il est rappelé le 3 août 1914 au 254^{ème} RI (23^{ème} compagnie), régiment de réserve du 54^{ème} RI à la caserne Royallieu. Après une rapide remise en condition des hommes, le régiment est envoyé sur le secteur de Maubeuge. Fin août, il est bousculé par l'avance allemande et le premier combat se déroule à Solre-sur-Sambre le 23 août 1914. Au cours de ces combats retardateurs, il est blessé par balles au postérieur et à l'épaule droite. Il est hospitalisé au Havre. Les blessures restent superficielles, et, après leur cicatrisation, il rejoint son régiment dans la Somme au Quesnoy-en-Santerre. Dans les combats de Parvillers, il est blessé le 7 octobre 1914 par une balle dans la cuisse droite et par un éclat à l'arcade sourcilière. Il est envoyé à l'Hôpital n° 32 de Saint-Aubin-sur-Mer. Il rentre au dépôt du corps le 22 octobre. Il est engagé à Soupir dans l'Aisne, puis aux combats du Mont Sapin. Durant les combats de l'Aisne, il est maintenu dans le secteur les cinq premiers mois de 1915 et passe au 115^{ème} RI le 1^{er} juin 1915 à la 1^{ère} compagnie de mitrailleuses (CM1). Au sein de ce nouveau régiment, il rejoint le front de Champagne, près de Perthes-lès-Hurlus.	Médaille Militaire remise en 1915 Quatre blessures en campagne

Il combat au boyau Drouot et au bois de la Raquette. Le 6 octobre, dans la nuit, à 0h30, le régiment passe à l'attaque du bois de la Raquette. La compagnie de mitrailleuses appuie de tous ses feux les hommes venant de quitter leurs tranchées de départ. Les fusées éclairantes restent inopérantes car le brouillard est dense. Une tranchée allemande résiste encore, non suffisamment détruite par l'artillerie. L'attaque reprend vers 16h00, mais elle ne suffit pas à réduire au silence les ripostes ennemies. Le 7, les bataillons se relèvent de nuit sur les parties conquises. Le 8, alors que Marcellin Roquancourt est en position avec sa mitrailleuse, il est blessé à Tahure, par balle et par des éclats d'obus qui le touchent à la main gauche. Il reste néanmoins à son poste. À la suite d'un violent bombardement il est enseveli par l'explosion d'un obus et la terre, projetée à forte puissance, produit de sérieuses contusions à l'abdomen. Il est évacué sur l'hôpital de Montauban, puis est dirigé sur l'hôpital d'urologie de Toulouse.



La région de Perthes-lès-Hurlus, paysage dévasté du bois de la Raquette. Le poilu Marcellin profite d'un repos au fond de la tranchée (Collection de l'auteur.)

Il reçoit la Médaille Militaire pour bravoure : « a montré en toutes circonstances beaucoup de bravoure et de sang-froid. Quatre fois blessé depuis le début de la campagne, a été atteint d'une nouvelle blessure le 8 octobre à son poste de combat. »

Il est réformé temporaire le 10 avril 1916 par la commission de réforme de Toulouse pour incontinence permanente résultant des contusions produites par l'effondrement de sa tranchée. Cette réforme temporaire sera prolongée jusqu'à la fin de la guerre avec l'attribution d'une pension de réforme à 50% après le conflit. Il se retire à Longueil-Annel.

ROGER Émile Nicolas

Il est né le 28 novembre 1874 à Clairoix. Fils de Nicolas et d'Ismérie Dupuis, domiciliés à Clairoix, il est employé de chemin de fer à Clairoix depuis 1902, puis est affecté à Pont-Sainte-Maxence en juin 1912.



Un « tringlot » du 6^{ème} Escadron du train des équipages quelque part dans la Somme. Il observe le tir d'un obusier longue portée de 370 mm. On notera le camouflage du wagon attelé au canon. Ce convoi qui vient d'être ravitaillé par l'unité d'Émile Roger (Collection de l'auteur).

Le 13 août 1914, il est rappelé au 6^{ème} escadron du train des équipages. Bien que ce ne soit pas une unité combattante, il a contribué pour une large part à la victoire. Il est chargé de convoier le matériel au plus près du front, d'évacuer les blessés, d'assurer le ravitaillement des vivres

et des munitions..., si bien que les Allemands eurent tôt fait de comprendre qu'il s'agissait là d'un moyen logistique important et à ne pas négliger dans les objectifs d'artillerie. Durant toute la guerre, ils ne cessèrent de pilonner ces convois ferroviaires, notamment en 1918. Les trains, mais aussi les gares et les bivouacs de cette unité. Malgré tout, le 6^{ème} escadron du train a assuré avec une régularité impeccable le ravitaillement des vivres et munitions aux troupes de l'avant. Émile participe aux batailles de Champagne, de Verdun et de la Somme jusqu'en 1916. Puis, à partir de 1917, en Argonne, et en 1918 dans le secteur de Noyon-Compiègne. Il est mis en congé illimité d'armistice le 3 janvier 1919 et se retire à Villers-sur-Coudun.	
---	--

L'offensive

Le soir du 20 mars 1918, alors que les Compiégnois et les habitants de Margny quittent le cinéma *Olympia* de Compiègne, place de la gare, où l'on vient de projeter « *Le comte de Monte-Cristo* », les spectateurs, ignorant ainsi ou voulant conjurer le sort et les risques d'un possible bombardement aérien, la machine guerrière allemande se prépare au nord du pays. Le compte à rebours est lancé. Ce n'est qu'une question d'heures... De nombreux aéronautes ont reconnu les positions alliées. « *Mais enfin, cette offensive, c'est sérieux ?* » se pose-t-on encore la question. À force de crier au loup...

Revenons quelques jours plus tôt. Alors que les discussions de Brest-Litovsk s'éternisaient, contre toute attente, Lénine fait accélérer les pourparlers dès le 24 février. Le 3 mars, le traité est enfin (et non sans mal) signé. Le 14, il est ratifié à Moscou par le Soviet. Tout s'accélère alors. Cette fois, les Allemands ont les mains libres. Le 20 mars, le front s'embrase.

Dans la nuit du 20 au 21 mars, dans le secteur britannique de Picardie, un déluge d'obus de plusieurs heures s'abat sur les premières lignes, puis sur les secondes, en profondeur, accompagné de gaz toxiques. L'opération « *Michaël* » est déclenchée, en direction d'Amiens : l'objectif est d'isoler les Anglais des Français, créer la confusion et la discorde dans leurs commandements respectifs. Le bruit du canon, par la densité de pièces mises en œuvre simultanément, tirant pourtant bien au-delà au nord de Noyon, est nettement perceptible dans cette nuit humide et froide de mars. Les Clairoisiens ont le sentiment de revivre les heures tragiques d'août 1914. Un mauvais présage ? Assurément...

L'ennemi a l'avantage de la manœuvre. Il envoie ses commandos, ses fameux « *Stosstruppen* » (troupes de choc) comme il les dénomme. Des soldats, jeunes pour la majorité, allégés de leur équipement personnel et principalement équipés de deux mitrailleuses par groupe de combat de dix hommes, de grenades, d'un poignard de tranchée, d'une pince coupante contre les barbelés et d'une grande pelle dans le dos pour s'enfoncer rapidement dans le terrain conquis. Ces commandos disposent du lance-flammes, arme redoutable autant qu'effrayante. Le commandant en chef allemand choisira l'axe final de pénétration à sa guise, selon un plan souple. L'opération « *Michaël* » est un plan « à tiroir ». Une sorte de manœuvre qui peut en cacher plusieurs. En fonction de l'évolution de la situation, on ouvre un autre tiroir. C'est, en plus, un secret bien gardé que les services de renseignements alliés ne peuvent encore percevoir. Tenir le terrain, coûte que coûte, particulièrement avec des mitrailleuses venues en grand renfort. Cela va donc relever de l'impossible, et pourtant... Car il faudra dégarnir massivement à certains endroits pour porter le fer là où se dévoilera progressivement l'axe de l'offensive finale. À ce jeu cruel, l'incertitude va gagner tous les esprits, du général au soldat de deuxième classe. Ce sentiment va devenir de plus en plus palpable dans les populations proches du front.

Alors que les « *gothas* » bombardent Compiègne le 22 mars, Clémenceau a laissé Pétain à l'initiative. Ce dernier prônait depuis quelque temps une défensive absolue. Force est de constater qu'après les premiers jours de l'offensive, alors que les positions commencent à céder les unes après les autres – Noyon tombe de nouveau aux mains des Allemands le 25

mars - une autre stratégie doit désormais être mise en place. De plus, quand il devient évident que l'ennemi cherche à percer le point de jonction des troupes du Commonwealth et des forces françaises, qui se situe à la limite de la Somme et de l'Oise, il faut agir vite et trouver un commandant en chef capable d'assurer la coordination des différentes forces alliées. Le 26 mars à Doullens, le mardi de la semaine sainte, les gouvernements alliés confient au généralissime Foch le commandement suprême de leurs armées. L'habile Clémenceau vient de placer l'homme de la situation. Ne disposant que d'ordres incomplets et d'une lettre de mission encore vague, il impose son point de vue. On s'y plie, de toute façon, plus personne n'a le choix, la discussion est terminée, il faut agir...

Aussi, par la volonté politique, passant un cran au-dessus du général Pétain, il écrit dès le lendemain à ce dernier une lettre fixant à la fois le caractère défensif, mais aussi intégrant l'offensive déterminante pour en finir avec l'hésitation : *« Il n'y a plus un mètre de sol de France à perdre, ... il faut arrêter l'ennemi là où il est ; pour cela, poursuit-il dans sa lettre, ... organiser un front défensif solide et préparer en arrière des réserves de manœuvre puissantes en prélevant résolument sur tout le front. ... c'est seulement alors que l'on pourra songer à relever les troupes engagées... Celles-ci doivent s'organiser pour tenir à tout prix et durer sur place. »* Pour convaincre les Alliés d'agir en synergie, si Foch fait régulièrement des allers-retours depuis la Somme chez le général en chef britannique responsable des troupes du Commonwealth, vers son QG à Bombons (près de Provins), en passant par Compiègne où se trouve le GQG de Pétain, la route obligée qu'il emprunte passera très souvent par Clairoux. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Les noms commençant par R à partir de ROLLET

ROLLET Albert Théodore

Né le 3 décembre 1874 à Clairoux, il est le fils d'Édouard et d'Héloïse, Adélaïde Bras domiciliés dans cette commune. Albert est cultivateur.

Réformé au service militaire en 1894, il est cependant rappelé le 31 décembre 1914 à la suite du conseil de révision. Il sert au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale, unité qui l'emploie principalement dans les services de garde.

Le 27 juillet 1915, il passe au 1^{er} Régiment de Chasseurs à cheval. Sa connaissance du cheval en tant que cultivateur y est sûrement pour quelque chose. Avec ce régiment, il sert principalement en Artois jusqu'en septembre 1915. Leur mission est dédiée aux reconnaissances, mais plus principalement à la protection d'états-majors. Puis Albert sert en Champagne en 1916.

Il passe au 26^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne le 1^{er} décembre 1916. Avec ce régiment, il est engagé dans le secteur de Verdun, notamment au Talou, lieu de confrontations intenses.

À partir du 2 juin 1917, il est détaché aux travaux agricoles à Clairoux.

Puis il passe au 51^{ème} RI le 10 novembre 1917 pour revenir à Verdun où il est engagé, notamment sur la cote 304. En avril 1918, le 51 est envoyé dans la Somme jusqu'en août, puis de nouveau en Champagne

(secteur de Tahure) à partir de septembre. La guerre se termine à cet endroit pour ce régiment.

Il est mis en congé illimité d'armistice le 21 janvier 1919. Il reprend son emploi d'agriculteur à Clairoux.



Une pause « tabac-pinard ». Des artilleurs du 26^{ème} RAC dans les environs de Verdun. Les canons de 75 sont à l'arrière-plan (Collection de l'auteur).

ROLLET Édouard René

Né le 28 décembre 1895 à Clairoux, Édouard est cultivateur et aide familial. Il est le fils d'Émile et de Marie Meunier, habitant Clairoux.

Il est incorporé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie le 18 décembre 1914, par anticipation, comme presque tous ceux de la classe 1915.

Il est réformé n°2 le 25 janvier 1915, ce qui, en d'autres termes, veut dire qu'il est exempté des unités combattantes en raison d'une flexion permanente des trois doigts de la main droite. Mais il n'est pas écarté pour autant du service. Il est immédiatement reversé dans les services auxiliaires jusqu'au 14 septembre 1915. Il sert à la 20^{ème} Section des secrétaires d'état-major, comme l'indiquent les soutaches de col sur la photographie. Reversé au 7^{ème} Chasseur le 1^{er} juillet 1917, il est réformé définitif le 7 novembre de la même année.

Il regagne Clairoux et y exerce son métier d'agriculteur comme aide familial, emploi dans lequel il a été reclassé en tant que militaire détaché. Il est, au demeurant, fort utile dans cet emploi pour les ressources de la population et des armées. En effet, les Rollet et les Bochand étant une famille d'agriculteur, (Louise Bochand est une fille Rollet), il aide celle-ci dans l'exploitation qu'elle tient depuis le début du conflit.

Il est placé en congé illimité d'armistice le 27 août 1919.



Édouard Rollet, classe 1915, à la 20^{ème} Section des secrétaires d'état-major. (Collection Guère-Sénépart)

ROLLET George Lucien

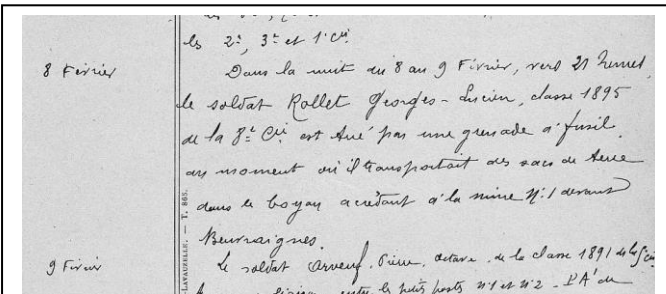
Né le 4 février 1875 à Clairoux, il est cultivateur. Fils de Jean Étienne Messidor et de Marie Clémentine Artémise Bruyant domiciliés à Clairoux.

Il est rappelé le 14 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Compiègne, 4^{ème} compagnie. Avec ce régiment formé de territoriaux âgés, il participe à la défense des ponts de l'Oise, jusqu'à la veille de l'arrivée des Allemands. Ils sont en protection des unités du Génie britannique et français qui s'apprêtent à faire sauter les ponts. Chose faite, ils se replient vers Paris, puis en arrière des unités chargées de lancer la contre-offensive de la Marne. Ils sont mis à la disposition des états-majors pour les gardes et les filtrages, la surveillance de terrains d'aviation et la garde des prisonniers.

Il passe au 103^{ème} RIT le 5 novembre 1915. George part à Saint-Galmier dans la Loire, où il est formé pour des actions d'accompagnement des unités combattantes, notamment le creusement de mines, généralement dévolu aux missions du Génie.

Il appartient à la 8^{ème} compagnie qui vient d'être reconstituée.

Ordinairement ces hommes ne sont pas engagés dans le combat, mais certains, comme Georges Rollet, viennent en renfort pour faire des travaux de terrassement et



Extrait du journal de marche du 103^{ème} RIT où le nom de George Lucien Rollet est mentionné (Archives du Service Historique de la Défense, à Vincennes).

reconstruire des abris. Ils sont alors exposés aux coups de l'artillerie ennemie.

Depuis quelques semaines, ils sont employés à la construction d'une mine destinée à faire sauter les tranchées adverses devant Beuvraignes dans la Somme. Dans la nuit du 8 au 9 février, vers 21 heures, George est tué par une grenade à fusil au moment où il transportait des sacs de terre dans le boyau accédant à la mine n°1.

Son nom est porté au monument aux morts de Clairoux.



Médaille militaire remise à titre posthume.

ROLLET Julien Étienne

Né le 26 février 1873 à Clairoix, cultivateur à Lacroix-Saint-Ouen depuis 1909, il est le fils de Jean Étienne Messidor et de Marie Clémentine Artémise Bruyant domiciliés à Clairoix.

Il est rappelé le 26 septembre 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Compiègne. Comme son frère George, il effectue les mêmes missions. Puis en raison de son âge, Julien est renvoyé au foyer familial le 7 juillet 1915 et retrouve son emploi à La Croix.

En 1920, il reprendra domicile à Clairoix.

ROLLET Lucien Constant

Lucien Rollet porte les soutaches du 150^{ème} RI. Mais il sera détaché au 350^{ème} pour renforcer ce régiment de réserve du 150^{ème} RI (Collection Guère-Sénépart).

Né le 25 avril 1897 à Clairoix, il est cultivateur et aide familial. Fils d'Émile et de Marie Meunier, habitant Clairoix.

Il est incorporé le 9 janvier 1916 au 67^{ème} Régiment d'Infanterie. Puis, les classes terminées, il passe au 150^{ème} RI et, le 13 septembre 1916, rejoint le 350^{ème} RI, régiment de réserve du 150. Avec ses camarades, il est engagé dans la Somme dans les secteurs de Comble et de Morval où il reçoit le baptême du feu dans sa première offensive. Lucien restera dans ce secteur jusqu'à la fin de l'année 1916.

En février 1917, le 350^{ème} RI rejoint le secteur de Soupir en vue d'une opération de grande envergure : le Chemin des Dames. Dans la nuit du 16 au 17 avril, le régiment rejoint les secondes lignes dans l'attente d'une attaque qui est prévue le lendemain. Le 19, le régiment relève sur une position qui vient d'être conquise par une unité arrivée à épuisement complet. À partir du 20, le régiment

creuse des parallèles de départ. Les soldats savent ce que cela signifie. Le secteur est difficile, exposé aux coups ennemis, notamment de l'artillerie.

Le 21 avril 1917, Lucien est blessé par un éclat d'obus à la cuisse gauche, et est évacué sur l'ambulance de Mont-Notre-Dame, puis deux jours plus tard à Forges-les-Eaux. Il rentre au corps le 15 juillet. Cette blessure lui a sauvé la vie, car le régiment sera étrillé au cours de l'offensive. Il rejoint les lignes et retrouve quelques-uns de ses camarades encore vivants. Le 20, il subit deux violentes attaques allemandes. Ce n'est qu'en décembre que le 350^{ème} est relevé du secteur.

Il passe caporal le 26 mars 1918, alors que le régiment se dirige vers Montdidier. Le 30 mars 1918, le régiment essuie une violente attaque. Au cours de cette action offensive ennemie, il est fait prisonnier dans la Somme. Il est alors interné au camp de Diepholz, puis à celui de Münster.

Il n'est rapatrié que le 2 janvier 1919.

Il est ensuite affecté au 54^{ème} RI de Compiègne, car la paix n'est pas encore signée, puis il est mis en congé illimité d'armistice le 9 septembre 1919 et se retire à Clairoix, puis à Sermaize après son mariage avec Mlle Helle.

**ROMAND Lucien Jean-Baptiste**

Il est né le 9 janvier 1897 à Bienville, et est le fils de feu Ernest Jean-Baptiste et de Derocancourt Marie, domiciliée à Clairoix. Lucien est boulanger à Clairoix.

Il s'engage à 18 ans le 30 novembre 1915, effectue ses classes au 49^{ème} Régiment d'Infanterie, et rejoint Bayonne, son lieu de garnison. Il passe au 131^{ème} RI de Pithiviers le 19 mars 1915. Il constitue le renfort du régiment engagé en Argonne.

Depuis plusieurs mois, divers régiments se battaient dans ce secteur. Quand Lucien Romand rejoint les bataillons avec les nouveaux conscrits ou les engagés qui doivent compléter les effectifs, ce régiment est mis en réserve. Néanmoins, les combats ne débouchent sur aucune action concrète et le général commandant le 5^{ème} Corps donne l'ordre de prononcer une attaque pour dégager le front en direction du plateau de la Fille-Morte. Au-delà se tient la ville de Vauquois dont les Français doivent maintenant s'emparer. Le 131^{ème} est donc envoyé dans la



fournaise pour débloquer ce secteur du front et emprunte le ravin des Meurissons depuis la Biesme, rivière passant par Vienne-le-Château. Les fantassins du 131^{ème} sont accueillis par des feux violents de mitrailleuses suivis d'un brutal barrage d'artillerie. Ils ne pourront progresser plus avant et se replient en unités complètement disloquées. Au décompte des survivants, Lucien Romand manque à l'appel. Tué ou porté disparu, présumé prisonnier ? L'heure est à la préparation de l'attaque suivante. Au mois d'août, alors que les troupes françaises se sont finalement emparées des objectifs, son corps n'est toujours pas retrouvé. Le fourrier du régiment va provisoirement le considérer comme étant prisonnier. Alors, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, la liste des prisonniers français est passée au peigne fin. Lucien Romand ne figure sur aucune des listes des camps de détention en Allemagne. Après la guerre, il sera déclaré « <i>Mort pour la France</i> » par le tribunal déclaratif de Compiègne, et ce jugement ne sera retranscrit à la mairie de Clairoix que le 30 janvier 1922. Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoix.	 Médaille Militaire remise à titre posthume à sa mère après le conflit.  Médaille des engagés volontaires
ROUSSELET George Félix Il né le 4 avril 1893 à Clairoix et est le fils de Louis Augustin et de Denise Flavie Tassin, domiciliés à Margny-lès-Compiègne probablement depuis 1897. Ils étaient installés depuis 1889 à Clairoix, le père travaillant aux Chemins de Fer du Nord. George est plombier-zingueur-couvreur et travaille sur Margny principalement. Il est incorporé au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons le 26 novembre 1913. Dès le 2 août 1914, le régiment est déjà placé sur le front à Marchéville-en-Woëvre. Il est engagé au feu à Charleroi dès le 22 août. Devant l'avance allemande, c'est le repli jusqu'à la contre-offensive de la Marne du 5 au 13 septembre à partir de Nixéville, puis de Fleury-devant-Douaumont et Louvemont. En janvier 1915, George est positionné sur la Woëvre, notamment dans le tristement célèbre secteur des Éparges, et ce, jusqu'en mars. Il est nommé soldat de 1^{ère} classe le 23 mars 1915. Puis après des allers et venues de premières aux secondes lignes puis au repos à l'arrière, en avril, il retourne aux Éparges. Les unités réparties sur tout le secteur du front profitent de journées relativement calmes pour consolider les positions. Ces travaux alternent avec des exercices. Mais à partir de la mi-avril les duels d'artillerie se font de plus en plus intenses. Le point culminant sera les journées du 22 au 26 avril. Mais déjà, dès le 21 sans doute, George fut-il grièvement blessé par des éclats d'obus ? Le journal de marche ne le précise pas. Il décèdera de ses blessures le 24 avril 1915 à l'hôpital temporaire n° 4 de Verdun. Son nom est inscrit au monument aux morts de Margny-lès-Compiègne.	  Médaille Militaire remise à titre posthume à ses parents
ROSIER Louis Charles Auguste Il né le 20 septembre 1871 à Tracy-le-Val et habite Ribécourt où il exerce la profession d'ouvrier. Il est le fils de Victor et d'Apolline Noé. Il est un cas particulier. Habitant de Ribécourt en 1914, père de six enfants, alors qu'il pouvait être exempté pour charge de famille, il décide de s'engager dans l'armée le 1^{er} août 1914. La famille, qui s'était retirée de la zone des combats, l'avait suivi et trouve domicile à Clairoix. Il est incorporé au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale. Il fera partie de ces « vieux » qui vont montrer les voies de l'honneur en assurant la protection des unités de Génie françaises et britanniques chargées de faire sauter les ponts de Compiègne, la veille de l'arrivée des Allemands. Il est démobilisé le 31 août 1914, et rejoint Clairoix après le retour de l'armée française. Il s'installe définitivement à Clairoix, au moins jusqu'au lendemain de la guerre. Ribécourt est quasiment détruite. Il est définitivement libéré de toutes obligations militaires le 20 décembre 1918.	 Médaille des engagés volontaires

À Clairoix, les journées décisives du 5^{ème} Corps d'Armée

Un épisode important de la dernière grande bataille qui se joue dans l'Oise va se dérouler à Clairoix. Pour l'heure, l'une des offensives allemandes « à tiroir », baptisée « *Georgette* », se déclenche en direction des côtes de la Manche et de la mer du Nord, menaçant ainsi les ports de Dunkerque, Calais et Boulogne. Dans le nord de l'Oise, si les Allemands ont ralenti le rythme, la menace reste extrêmement sérieuse.

Le 5^{ème} Corps d'Armée du général Pellé, placé sur la ligne de Noyon, cède du terrain. L'avance des « *Stosstruppen* » crée la surprise, non sans une résistance acharnée du côté français. Le 22 mars, il doit abandonner Chauny. Puis c'est le repli. Les villages se vident à nouveau de leurs habitants. L'exode, ruban interminable de nouveaux réfugiés, s'étend sur les routes, depuis Ribécourt ou d'ailleurs. Une foule de villageois et de Noyonnais commencent à emplir la route de Noyon à Clairoix. Ils sont suivis de longs convois en phase de repli, de troupes anglaises et françaises. Le 27, tard dans la soirée, l'état-major du général Pellé s'installe à Clairoix. Il choisit le Clos de l'Aronde, la maison de la famille Pinchon (actuelle mairie de Clairoix). Dans la plaine de Bienville à Clairoix, le 283^{ème} Régiment d'artillerie lourde s'installe en réserve. Le 6^{ème} groupe d'artillerie, constitué de pièces de 270 mm, et son service technique s'installent à Clairoix, puis, il se dirige vers les carrières de Montigny.



Les *Stosstruppen* allemands, les premiers commandos. Allégés au maximum, ils servent deux mitrailleuses par groupe. Ils enfoncent le front et s'y infiltrent rapidement (Collection Georg Laurenz).



L'exode sur la route de Noyon à Compiègne (Collection particulière).

L'ennemi poursuit son avance sur Montdidier à 22h00 et il tient approximativement sur le front de la 3^{ème} Armée la ligne : lisières est de Montdidier – Assainvillers - Le Lundi - Boulogne-la-Grasse – Conchy-les-Pots – Nord de Canny – Lassigny – Dives.

Le Général Humbert, commandant la 3^{ème} armée, organise avec le 35^{ème} CA et le 2^{ème} Corps Colonial un dispositif de barrage. À la droite de ce barrage, le 5^{ème} CA devra tenir la ligne : Laberlière (exclue) – Plessier de Roye – le Plémont et les positions sur la Divette. La position Gury – Le Plessier de Roye – le Plémont constitue un pivot de manœuvre

capital à conserver à tout prix.

Le 27 mars, dès son arrivée à Clairoix, le général Pellé réunit son état-major. D'un ton grave, en pointant du doigt les lignes de front sur une carte dépliée sur une grande table, il s'adresse à ses officiers : « *Messieurs, primo, les positions du 5^{ème} CA, sur le terrain qu'il occupe actuellement, ont une importance de tout premier ordre pour la réussite de nos opérations en cours. Le sort de la guerre peut y être attaché...* » Après avoir marqué un temps de silence pour souligner l'importance de cette dernière phrase, il poursuit : « *En toute hypothèse, la possession de la ligne Canny-sur-Matz...* », l'état-



Convoi en cours de repli vers Compiègne (Collection particulière).

major et les officiers généraux commandant leur division écoutent silencieusement et gravement le général Pellé, « ... les travaux seront poursuivis avec toute l'activité possible. La défense sera organisée en profondeur et compartimentée, non en vue de replis éventuels, mais pour limiter toute avance de l'ennemi et permettre de le contre-attaquer dans toutes les conditions avantageuses. Secundo, ... » Suit toute une série d'instructions détaillées par secteur.

Le lendemain, il apprend par un ordre écrit du général Humbert que l'armée britannique, par un retour offensif, a ramené les Allemands dans la zone de Rosières – Rouvroy-en-Santerre. L'armée allemande offre ainsi une poche aventureuse jusqu'à Mesnil-Saint-Georges et Montdidier. Humbert précise qu'il faut immédiatement profiter de cette situation.

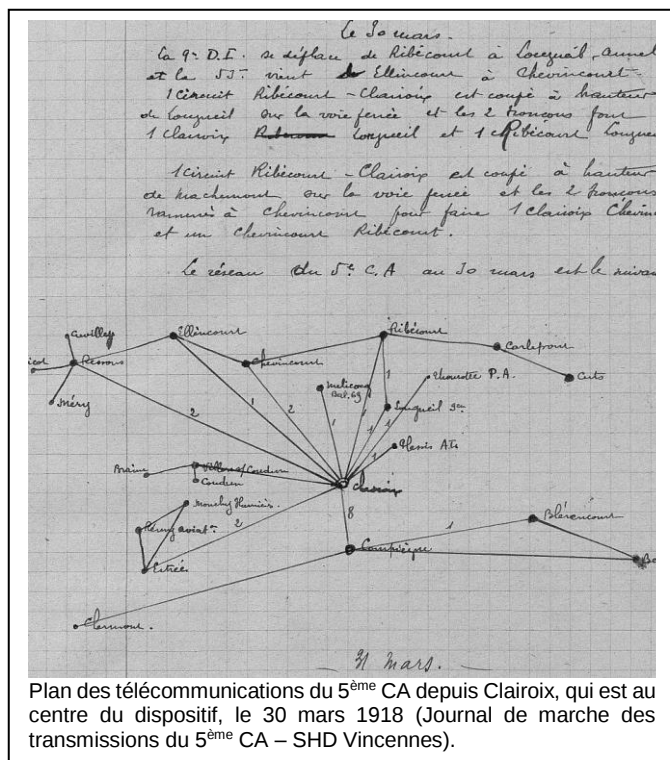
En conséquence, l'armée attaquera la gauche en avant : « Il faut une attaque puissante, violente et décidée... »

Sur le front du CA, la journée du 29 mars est marquée par de nouvelles attaques de l'ennemi. Le 5^{ème} CA qui s'est vigoureusement battu sur tout le front a eu de violents engagements dans la région de Canny et de Lassigny. Elle livre à la presse ses colonnes de prisonniers, qui se dirigent sur Compiègne en passant par Clairoix.

Le général Pellé, ses généraux de divisions, avec parmi eux le général Weygand, et son état-major, sont régulièrement réunis au Clos de l'Aronde. Ce 29 mars, il demande à ses officiers des actions d'infanterie à courte portée, histoire de donner l'impression d'une contre-attaque d'ampleur et imminente. Ses traits sont tirés, sa fatigue est palpable, cependant, il précise : « L'échéance d'une offensive générale ne pouvant encore être déterminée, il s'agit de s'établir très solidement et par conséquent de remuer la terre... »

Les unités, parfois éparses, isolées, entre Noyon et Clairoix, tiennent. L'ennemi qui devait les contourner pour poursuivre son avance, prête ses flancs à leurs tirs. Cette résistance, suivie plus tard d'un véritable sacrifice comme celui du mont Renaud, va décider du sort de la bataille. L'ennemi est ralenti. C'est du temps gagné pour Foch qui vient de prendre en charge la coordination des armées alliées. Le 5^{ème} CA, depuis Clairoix, a livré tout ce qu'il a pu. Il est temps de le relever.

Alors que s'opère au Clos de l'Aronde la transmission des consignes entre Pellé et son successeur, le général Leconte, les premiers prisonniers allemands traversent le village. Les généraux Humbert et Pellé ont asséné à l'ennemi un véritable coup d'arrêt.



Sur les six clichés suivants, des prisonniers allemands et des troupes françaises traversent Clairoix le 31 mars 1918. Deux d'entre elles (n° 1842 et 1844) seront d'ailleurs publiées en première page de la revue « *Excelsior* » du 6 avril 1918.



Clairoix, route de Noyon, à la hauteur de l'actuel café « Au Bon Coin » : un convoi de prisonniers allemands pris à la contre-attaque de Plessier-de-Roye. Le 5^{ème} CA livre ses premiers prisonniers (Photo BDIC-W.1840).



Clairoix, en direction de Compiègne : des troupes montées françaises encadrent ce convoi de prisonniers allemands (Photo BDIC-W.1841).



Clairoix, actuelle rue de la Poste, à la hauteur de l'école élémentaire, un convoi de 750 prisonniers pris à la contre-attaque sur Plessier-de-Roye se dirige vers Compiègne (Photo BDIC-W.1842).



Dans ce même convoi, un deuxième groupe de prisonniers (Photo BDIC-W.1843).



Clairoix, actuelle rue de la Poste : venant de Margny-lès-Compiègne, des troupes françaises montent en ligne, croisant le convoi de prisonniers allemands pris à la contre-attaque de Plessier-de-Roye. Ce 31 mars, c'est un va-et-vient de troupes, celles du 33^{ème} C.A. relèvent celles du 5^{ème} C.A. (Photo BDIC-W.1844).



Le convoi en provenance de Clairoix se dirige maintenant vers Compiègne. Les prisonniers seront dirigés vers des camps de rétention situés dans la zone de l'arrière. Certains seront employés dans des usines ou des chantiers pour remplacer la main d'œuvre manquante (Photo BDIC-W.1845).

C'est donc le 2 avril que le général Pellé passe le commandement des secteurs des 62^{ème} et 77^{ème} divisions d'infanterie au général Leconte, commandant le 33^{ème} CA.

À cette date, l'ennemi semble avoir épuisé ses troupes. Belle manœuvre tactique de Ludendorff, mais la percée stratégique sur Amiens et dans les Flandres n'aboutit pas. Toutefois, il n'a pas dit son dernier mot. Ses intentions, ni Foch, ni Pellé ne les connaissent. Pour l'heure, Pellé a les honneurs. À l'extérieur du Clos de l'Aronde, une équipe de photographes et de cinéastes du Service Cinématographique et Photographique des Armées, (dépendant des Beaux-Arts à l'époque) arrivent. Ils ne sont pas autorisés à entrer, et donc



Le général Pellé accueillant son futur successeur sur le parvis du Clos de l'Aronde à Clairoix (Photo BDIC-Y.2881).

attendent sur le parvis de la maison Pinchon. Son officier d'ordonnance l'informe. À la suite de la rencontre avec son successeur, le général Pellé invite son état-major à se faire tirer le portrait pour la postérité.

Au moment des congratulations sur le parvis du Clos de l'Aronde, Ludendorff s'apprête à lancer une troisième offensive (à tir) entre Reims et l'Aisne, l'opération « *Blücher* ». L'axe de l'attaque, qui reprend le Chemin des Dames aux Français, a légèrement tourné vers le sud-ouest, en direction de Paris...

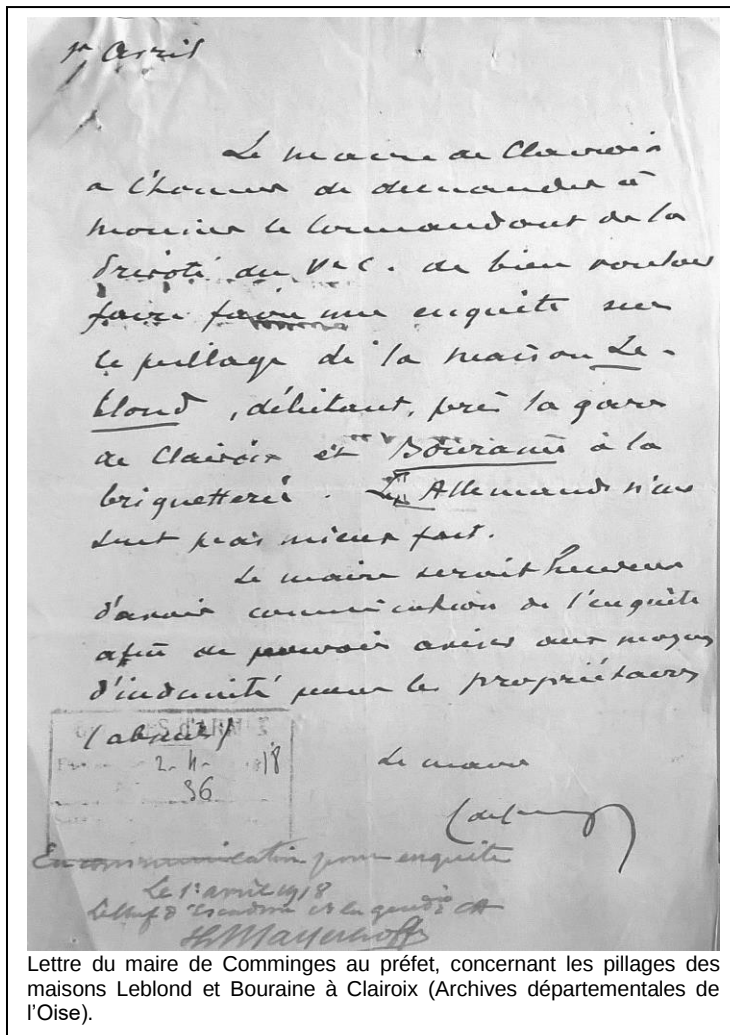
Les Allemands sont à Château-Thierry et menacent la capitale, transformée en camp retranché, et qui se vide...

La vie des civils à Clairoix

Depuis la fin mars, le sous-préfet avait déjà recommandé l'évacuation des civils des zones d'affrontement situées au nord de Compiègne. Mais l'armée allemande marquait le pas. Une partie importante de la population de Clairoix, notamment les agriculteurs, restait sur place, ne sachant où aller avec le cheptel, et espérait pouvoir voir le fruit de la prochaine récolte. Cependant, par la circulaire du préfet de l'Oise datée du 1^{er} avril, le bétail doit cette fois être évacué vers la zone de l'arrière. Un télégramme est adressé aux maires des zones concernées, notamment celles se situant au nord de Compiègne : « *Veillez prévenir les cultivateurs de votre commune qu'ils doivent sans retard emmener leur bétail. L'évacuation par chemin de fer n'étant pas possible, ils devront le conduire devant eux et observer directions générales suivantes : direction de marche pour cantons... pour Compiègne, direction Clermont-Noailles-Gisors-Vernon... Faites emmener voitures nécessaires chargées de vivres pour assurer subsistances hommes et animaux.* » En même temps, le préfet de l'Oise avertit les préfets de l'Eure, de la Seine-Inférieure et de la Seine-et-Marne de l'arrivée de ces convois. Le village de Clairoix, fortement ruralisé, se vide déjà en partie. Les autres bétails, porcs, poules et les autres volailles restent donc dans quelques fermes et un habitant en assure la charge. Les gardes-barrières de Clairoix, appartenant aux Chemins de fer du Nord, ceux qui ne sont pas sous l'uniforme, comme les épouses et les inaptes, sont maintenus provisoirement sur place.

Les vivres commencent à baisser en quantité. Deux incidents préfigurent déjà ce qui arrivera dans un futur assez proche. Deux maisons, situées aux extrémités opposées du village, ont été pillées.

Ainsi, ce même jour, le 1^{er} avril, le maire de Clairoux demande au commandant de la Prévôté du 5^{ème} Corps : « de bien vouloir faire faire une enquête sur le pillage de la maison Leblond, débitant près de la gare de Clairoux et Bouraine, à la briqueterie. »



Lettre du maire de Comminges au préfet, concernant les pillages des maisons Leblond et Bouraine à Clairoux (Archives départementales de l'Oise).

Deux prévôts sont envoyés sur place pour constater l'infraction. Le pillage a été exécuté par des militaires. Dans leur procès-verbal, ils consignent : « ... que les dégâts avaient été commis par des militaires chez M. Leblond, débitant en vins dans cette commune... L'intérieur (de la maison) se divise en six pièces, trois au rez-de-chaussée et les autres à l'étage. Toutes ont été pillées. Les meubles sont ouverts et le linge jeté à terre. La cave a également été pillée : sur 10 fûts, deux paraissent encore pleins et un troisième légèrement entamé. Ils sont d'une contenance de 100 à 120 litres, les autres paraissent vides depuis une date récente. Sur le sol, on remarque des traces de vin rouge. Une fenêtre à deux carreaux fabriquée au ras du sol éclaire la pièce. Cette fermeture a été brisée... ce qui laisse supposer que les malfaiteurs ont pénétré par cette ouverture. Dans la cour, les clapiers et les poulaillers sont ouverts. » Ils auditionnent un témoin, M. Briant Edmond, employé aux Chemins de fer du

Nord, qui leur déclare : « ... il y a 4 ou 5 jours, (j'ai) informé un gendarme à proximité du débit de M. Leblond que des soldats anglais pillaient ce débit. Cet agent a demandé du renfort et peu après, j'ai vu des gendarmes du poste de Clairoux dont un gradé arriver sur les lieux. Ils ont arrêté dans la cave trois soldats anglais qui paraissaient ivres. » (Archives départementales de l'Oise). L'acte de pillage paraît donc remonter à une date antérieure à l'arrivée du 5^{ème} CA dans le cantonnement de Clairoux et être le fait de soldats britanniques en déroute. Quant à la briqueterie Bouraine, les deux mêmes prévôts consignent des faits similaires : portes fracturées, cave pillée avec bouteilles cassées et une forte odeur de vin. Les parquets et les escaliers sont maculés de boue. Un nouveau témoin est auditionné, Mme Louvet, garde barrière au passage à niveau situé à la sortie en direction de Bienville : « La famille Bouraine est partie de chez elle le mardi 26 mars dernier, je crois. Il y avait à ce moment des troupes anglaises et françaises cantonnées dans la briqueterie. Le lendemain dans la matinée, des soldats français m'ont demandé si la maison de M. Bouraine était habitée et j'ai répondu que cette famille était partie la veille. Ces militaires dont je ne me rappelle pas le numéro du régiment m'ont répondu : Eh bien, ils peuvent revenir car leur maison a été pillée de fond en comble ! Les militaires qui m'ont donné ce renseignement appartenaient à un régiment autre que les 329^{ème} qui y est cantonné actuellement. Je ne peux pas dire si ce pillage est imputable aux Anglais ou aux Français, ni aux ambulancières américaines qui s'y trouvent également. » Le 329^{ème} RI venait d'être relevé du front. Il fit un passage d'une journée à Bienville et Clairoux, avant d'embarquer pour Vic-sur-Aisne. Mais bien du monde venait de passer par là. Ces

témoignages sur ces premiers pillages seront le prélude aux étonnantes journées de juillet 1918, ce que nous verrons dans le prochain numéro.

Les noms commençant par S

SALUAUX Victor Jean-Baptiste

Né le 28 juin 1880 à Beaumont-en-Beine près de Chauny dans l'Aisne, Victor est domestique de profession. Il est le fils d'Anatole Armand et de Virginie Ernestine Lengelé, habitant Guiscard.

Il s'installe le 9 mars 1913 à Clairoix.

Au déclenchement du conflit, il est rappelé au 54^{ème} Régiment d'Infanterie, 2^{ème} compagnie de Compiègne et rejoint le 12 août le camp de Royallieu.

Victor rejoint le secteur de Maubeuge et, sans avoir eu réellement le temps de se remettre à la pratique des exercices militaires, il subit le feu. Puis c'est le repli général.

Du 5 au 13 septembre, il participe à la contre-offensive de la Marne, notamment à Vaux-Marie, Sommaisne et à Rembercourt-aux-Pôts.

Enfin, le 54^{ème} est engagé dans la Meuse à partir du 22 septembre.

Il ne connaîtra pas de repos. Pas même à Noël où le commandement décide de lancer une attaque le lendemain. Le 26, le régiment est réveillé à 03h00 du matin.

L'attaque doit être menée par les 1^{er} et 2^{ème} bataillons. Victor, de la 2^{ème} compagnie, appartient au 1^{er}. Ces deux bataillons dépassent les tranchées tenues par le 67^{ème} RI. Puis à 06h45, ils arrivent sur le carrefour de Calonne, nom tristement célèbre. Pendant une demi-heure, s'abat devant eux une préparation d'artillerie chargée de réduire le dispositif allemand. 07h45 : c'est l'assaut, le chef de bataillon en tête, à coup de sifflet et pistolet au poing, cet officier enjambe le parapet ; le 2^{ème} bataillon s'élance. Mais l'ennemi tient sa ligne, c'est l'hécatombe. Vient le tour du 1^{er} bataillon. Le commandant observe sa montre et par l'échelle, passe par-dessus le parapet, il siffle, les hommes le suivent. Le feu des mitrailleuses ennemies est intense. Des réseaux de fils barbelés freinent leur avance. Le bataillon tente cet assaut désespéré mais ne réussit pas à franchir les lignes de départ. Les corps des premiers sortis tombent, fauchés par les balles de mitrailleuses sur ceux qui tentent de sortir. Il est 13h00, l'attaque a avorté. 18h00, bombardement ennemi. Il dure toute la nuit... on compte les blessés et les morts. Victor a été grièvement blessé la veille. Évacué, il décèdera de ses blessures à Mouilly le 26 décembre 1914.

Son nom est porté au monument aux morts de Clairoix.



Médaille Militaire
remise à titre
posthume à ses
parents

SÉNÉPART Louis Émile



Louis Émile Sénépart
44 ans, chauffeur
(Collection Guère-
Sénépart).

Né le 6 septembre 1870 à Clairoix, il est maçon de formation. Il est le fils de Louis Alfred et d'Élise, Adèle Delasalle habitant à Clairoix, rue Saint-Simon. Puis, successivement, il est responsable du bateau-lavoir à Creil au début du siècle, puis de nouveau maçon à Clairoix en 1908. Après le décès de son épouse Pacifique Berthe Legrand, il devient chauffeur de maître à Lisieux en 1911, laissant son fils Robert de 15 ans à la charge de ses grands-parents à Clairoix. Louis Émile habite à Paris dans le 7^{ème} arrondissement depuis le 5 septembre 1914, c'est son adresse « de guerre », au plus près de son régiment de mobilisation.

Au cours de son service militaire effectué de 1891 à 1894, il passe caporal, puis sergent au 3^{ème} Régiment du Génie.

Il s'engage pour la durée de la guerre à l'âge de 44 ans avec ce grade le 3 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne (13^{ème} RAC) et rejoint à Paris le dépôt du corps. Il se porte volontaire pour toutes les missions, notamment d'agent de liaison à motocyclette.



Médaille des
engagés volontaires

Il passe au 111^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde (RAL) le 1^{er} novembre 1915 lorsque celui-ci est formé avec 20 autres régiments d'artillerie lourde. Ce régiment est constitué de pièces de 155 mm longs et courts. Mais Louis, ne disposant pas de qualification de canonnier, est attaché à ce régiment comme chauffeur, soit automobile, soit à motocyclette, quand une liaison nécessite d'être entreprise.

Il passe temporairement au 15^{ème} Escadron du Train le 28 janvier 1916 et retourne à

nouveau au 111^{ème} RAL le mois suivant. Ses qualifications de chauffeur sont très demandées. Le premier engagement au feu se fait en Champagne en novembre 1915. Du 1^{er} au 5 mai 1916, le 2^{ème} Groupe, auquel il appartient, est en position près de Souain, au Bois de Kacavtchéou et au Trou Bricot selon les appellations militaires du moment. Du 6 au 8, il cantonne aux Grandes-Loges, puis il prend position en avant de Mourmelon-le-Grand ; il est de nouveau au repos aux Grandes-Loges du 24 mai au 12 juin. Le Groupe se rend ensuite sur le front de Verdun, et les batteries sont en position au Fort de Belleville le 18 juin 1916. Louis parcourt les plaines, sous le feu des pièces adverses. Il est maintenu dans ce secteur jusqu'à son affectation au 13^{ème} RA, au service des automobiles, le 16 octobre 1916.

C'est ainsi qu'en toute logique, il passe au 14^{ème} Escadron du Train le 16 mai 1917, convoyant les munitions, souvent la nuit, tous feux éteints, vers le front depuis les dépôts de l'arrière. Une affectation qui n'est pas véritablement de tout repos pour un homme de son âge.

Il passe successivement au 19^{ème} ET le 1^{er} décembre 1917 et au 14^{ème} ET le 4 mai 1918.

Il est renvoyé dans ses foyers le 30 novembre 1918.

Ironie du sort, après avoir parcouru les plaines balayées par les obus, Louis Émile sera tué lors du bombardement aérien de Clairoix le 26 août 1944. On ne retrouvera que quelques fragments de son corps qui sera identifié par ses morceaux de vêtements.



Louis Émile Sénépart à motocyclette en 1915. La veste en cuir, de type « aviateur », est portée avec élégance. Il enfourche une moto BSA, engin peu utilisé en France (Collection Guère-Sénépart).

SÉNÉPART Paul Victor Honoré

Né le 22 juin 1891 à Clairoix, il est jardinier dans la commune au Bac à l'Aumône et probablement au Chalet Pluchart, ancien moulin à tan (aujourd'hui quasiment disparu). Il est le fils d'Eugène Lucien et d'Élisa, Joséphine Ancelle, habitant Clairoix.

Il fut réformé en 1911 pour différents problèmes de santé, notamment cardiaques. En 1914, il passe en commission de révision et est mobilisé le 2 août 1914 à la 2^{ème} Section des secrétaires d'état-major et de recrutement. Il passe une deuxième visite au conseil de réforme qui le déclarera cette fois vraiment inapte le 29 décembre 1914.

Preuve d'un certain dévouement en un temps si court, il recevra un certificat de bonne conduite en 1919.

Il fut très connu à Clairoix comme horticulteur et devint un archer de très bon niveau et « empereur » de la compagnie.

SÉNÉPART Robert Alfred Napoléon

Né à Clairoix le 12 mars 1898, il est le fils de Louis Émile et de feu Pacifique Berthe Legrand. Il vit chez ses grands-parents à Clairoix. Il est mécanicien-tourneur de profession, une spécialité assez recherchée parmi le contingent.

De la classe 1918, il est, comme tous ses camarades de ce contingent, appelé au service des armes par anticipation.

Le 17 avril 1917, il est dirigé vers le 81^{ème} Régiment d'Artillerie Lourde (RAL) de Versailles comme canonnier de 2^{ème} classe. Ce régiment est le premier à être équipé en tracteurs de pièces d'artillerie, ce qui explique son affectation. Mais sa formation civile le prédestine plus au service des véhicules nécessitant des réparations plus importantes. C'est ainsi qu'il est affecté le 7 juin 1917 au 20^{ème} Escadron du Train des équipages de Versailles, en qualité de mécanicien. Bien que positionné dans les lignes arrière, cet escadron était loin d'être une « planque ». Fin 1917, le 20^{ème} compte environ 3 700 hommes. Au cours du conflit, il perdra 44 officiers et environ 1 744 hommes, pour un grand nombre d'entre eux des chauffeurs.



Robert Sénépart
(Collection Guère-Sénépart).



Sur le terrain. Robert Sénépart (deuxième à gauche, assis) porte sur sa soutache le chiffre 7 qui correspond à la 7^{ème} compagnie du Train (Collection Guère-Sénépart).

Le 16 juin 1918, il passe au 6^{ème} Escadron du train. Il appartient à la 7^{ème} compagnie du Train qui est rattachée au Quartier Général d'Armée. Il s'agit de réparer, sur le terrain le plus souvent, des véhicules endommagés, ce qui nécessite d'être positionné au plus près du front.

Sous le commandant du capitaine Pontoise, Robert restera dans le

secteur de Verdun jusqu'au 11 novembre 1918. Le 20, la compagnie se dirige sur Mulhouse jusqu'au 15 février 1919, date de sa dissolution. Robert rejoint alors Versailles et finit de réparer les véhicules qui seront conservés pour l'organisation de l'escadron après la guerre.

Il est renvoyé dans ses foyers le 20 juin 1920 et se retire à Clairoix, provisoirement chez ses grands-parents (au 32 rue Saint-Simon).

Il sera rappelé le 3 septembre 1939 au Centre de Mobilisation du Train n°2, puis démobilisé le 4 septembre 1940 au Puy-L'Évêque dans le Lot.



Autre cliché où Robert (accoudé au moteur d'un camion Berliet) apparaît près d'un véhicule de la 7^{ème} compagnie. On notera la disparité des tenues (Collection Guère-Sénépart).

SÉZILLE Joseph Edmond

Il est né le 15 juillet 1890 à Clairoix. Charron de profession, il est le fils d'Edmond, Albert et de Marie, Alphonsine Payelle.

En raison de pieds plats douloureux, il est reclassé dans les services auxiliaires durant son service militaire en 1911.

Il est rappelé à la mobilisation générale le 2 août 1914 au 21^{ème} Dragons de Saint-Omer dans le Pas-de-Calais. Son handicap le rend inapte aux unités combattantes, ce qui sera confirmé par plusieurs commissions de réforme, et sera toujours placé dans les services auxiliaires du corps jusqu'à la fin du conflit.

Il passe au 5^{ème} Dragons de Compiègne le 20 décembre 1918 et est mis en congé illimité d'armistice le 25 juillet 1919. Il se retire à Clairoix en 1919, puis à Soissons en 1926.	
SÉZILLE Léon Paul Désiré Né le 15 octobre 1893 à Béhéricourt près de Noyon, Léon est maçon et est le fils d'Arthur Fernand et de Marie Louise Caron habitant à Clairoix, rue Saint-Simon. Il aurait dû accomplir son service militaire en 1913. Mais il fut ajourné pour faiblesse par la commission de réforme. À la mobilisation générale il est mobilisé le 18 décembre 1914. La saignée de l'été 14 rend en effet la commission moins regardante sur l'état de santé des conscrits. Il rejoint le 67^{ème} Régiment d'Infanterie à Dreux, où, semble-t-il, le dépôt s'est retiré après l'invasion. Il y fait ses classes de soldat jusqu'à la fin mars 1915. Puis il est envoyé aux Épargnes le 17 avril avec 350 de ses camarades. Le régiment vient d'essuyer de lourdes pertes dans ce secteur. Dans la nuit du 5 avril, les bataillons du « 6-7 » avaient rejoint la tranchée de Calonne. Au cours d'attaques et de bombardements, le régiment venait déjà de perdre 140 hommes dont dix officiers, près de 400 blessés et environ 130 disparus. C'est donc en effectif diminué que la prochaine offensive se dessine. Le régiment ordinairement commandé par un colonel, n'a plus qu'un commandant à sa tête. Dans la nuit du 20 au 21, l'unité reçoit environ 800 coups d'obus, dont 350 de gros calibres. Les 21, 22 et 23 avril sont des journées identiques. Mais le 24, le bombardement s'intensifie avec l'arrivée de 40 torpilles lancées sur les lignes. Les tranchées et les boyaux sont complètement bouleversés. Plusieurs sections sont ensevelies. Vers 11 heures, un nouveau bombardement d'une violence inouïe s'abat sur les lignes françaises. Une attaque allemande se prépare. Les fils de fer français sont détruits. Les hommes sont à leur poste et tirent jusqu'à midi. Les liaisons téléphoniques avec l'arrière ont été rompues par les obus. En fin de journée, la quasi-totalité des compagnies a disparu. Quelques-unes ont dû retraiter. Seize officiers sont portés disparus, mais les décomptes ne permettent pas encore d'évaluer le nombre de morts, de blessés ou de disparus. Il faudra attendre plusieurs jours pour dresser le sombre inventaire. Léon Sézille a été tué à la tranchée de Calonne le 23 avril 1915. C'était son premier engagement au feu. Son nom est porté au monument aux morts de Clairoix.	  Médaille Militaire remise à titre posthume à ses parents
SIBIEN Maurice Henri Armand Il est né le 1^{er} janvier 1883 à Paris (7^{ème} arrondissement). Il est le fils d'Armand et de Mélanie Duchatelet vivant à Clairoix. Il se destine aux langues orientales. En 1904, il effectue son service militaire au 54^{ème} Régiment d'Infanterie de Compiègne. Le 10 août 1914, il est réappelé au 161^{ème} RI à Saint-Mihiel dans la Meuse. Avec son régiment, il est envoyé en Belgique. Dès les premiers accrochages avec l'ennemi dans les combats de Joppécourt et de Fillières, fin août, le 161 perd près de 1 000 hommes et opère un mouvement de retraite. Il résiste à Cierges-Montfaucon le 2 septembre, ce qui est le prélude à la contre-offensive de la Marne. Le 161 est dans la Woëvre et les Hauts-de-Meuse fin septembre où il se bat à Lacroix-sur-Meuse. Le 28 octobre, il est blessé et est incapable de se déplacer ; il est fait prisonnier et est envoyé vers Darmstadt entre Frankfort et Mannheim, puis au camp d'Haguenau-Fest en janvier 1915 et enfin à celui de Cellelager en août 1915. Il est rapatrié le 10 décembre 1918. Il est mis en congé illimité d'armistice le 10 mars 1919. Il se retire sur Paris où il prend les fonctions de chef de compagnie d'assurance dans l'immobilier.	  Le camp de Cellelager où Maurice Sibien sera interné de 1915 à 1918 (Collection privée).

SIBIEN Pierre Marie Édouard

Né le 12 décembre 1885 à Paris (7^{ème} arrondissement), il est le fils d'Armand et de Mélanie Duchatelet vivant à Clairoux et le jeune frère de Maurice. Il est architecte de formation à l'École Nationale et Spéciale des Beaux-Arts. À ce titre, comme élève de cette institution, il doit souscrire un engagement militaire volontaire pour 3 ans à la mairie de Compiègne le 12 novembre 1904, puis est renvoyé avec le bénéfice « *d'envoi en congé au bout d'un an de service comme élève et conformément à la loi du 11 juillet 1892* ». En 1904 donc, il effectue son service militaire au 67^{ème} Régiment d'Infanterie de Soissons. Il passe 1^{ère} classe le 27 juin 1905, puis caporal le 23 septembre et sergent le 23 mars 1906. Dans la réserve, il passe sous-lieutenant le 30 juin 1910. Entre-temps, il réalise quelques grands immeubles parisiens, suivant ainsi les traces de son père. Il se marie en mars 1913.



Mariage de Suzanne et Pierre Sibien en 1913 (collection AHPC).

À la mobilisation générale, il est rappelé au 256^{ème} Régiment d'Infanterie de Chalon-sur-Saône le 3 août 1914 et quitte sa jeune épouse qu'il laisse seule à Paris. Placé sous les ordres du lieutenant-colonel Rimaud, il est le commandant de la 23^{ème} compagnie et relève du 6^{ème} bataillon commandé par le Chef de Bataillon Gevrey. S'il commande une compagnie alors que son grade devrait faire qu'il ne commandât qu'une section, c'est que le manque d'effectif en officiers oblige des grades subalternes à exercer à un niveau au-dessus.

Le 2 août 1914, le régiment a commencé à se constituer, Pierre Sibien rejoint l'unité le lendemain et prend ses ordres de route. Transporté en chemin de fer de Chalon au cantonnement de Coberney le 12 août à 3h du matin, le 256^{ème} RI se met à l'exercice. Le 15, le régiment part à 3 heures du matin et rejoint le secteur de Remiremont, puis les cols des Vosges. Le 256^{ème} est en tête de la colonne de la division, direction Slosswihr, et continue à la Schlucht.

Le 20, l'ennemi occupe le front à Schirmeck-Ville. Le « 256 » occupe défensivement la ligne Saulxures-lès-Saales – Champeney, face au nord-est et à sa droite se trouvent les 334^{ème} et 229^{ème} RI ; il reste sur ses positions et augmente la valeur de ses ouvrages. Le 22, le secteur étant tombé au pouvoir des Allemands, le 256^{ème} reçoit l'ordre de porter sa défense au col de Hauz et renforce ses ouvrages. À 06h00 le régiment doit laisser sur place un bataillon, le 6^{ème}, et envoyer le deuxième avec son état-major à Provenchères à la disposition du Général commandant la 115^{ème} Brigade. Le bataillon laissé sur place est mis à la disposition du Général commandant la 27^{ème} DI.

Ainsi, le 6^{ème} bataillon (affecté au 14^{ème} CA, 53^{ème} Brigade) reste seul pour défendre les tranchées nord-est de Saulxures par suite du départ de l'état-major et du 5^{ème} bataillon. Un duel d'artillerie s'engage sur Trois-Épis. Solbach et Plaine sont en feu.

Le 23, l'artillerie lourde allemande continue ses tirs cette fois sur les positions du 6^{ème} bataillon, mais mal réglés, ils n'occasionnent aucun dégât. À 16h00, une patrouille de 15 cavaliers allemands est en vue sur la route Bourg-Bruche à Saint-Blaise. Le petit poste du front tire sans résultat, mais la tranchée du nord abat 4 chevaux. Les hommes peuvent s'enfuir dans le bois, 3 carabines, 2 lances restent avec 4 harnachements et sont rapportés au bataillon. Une violente lutte d'artillerie éclate jusqu'à la nuit.

Le 24, le 5^{ème} bataillon reçoit l'ordre de se reporter sur le massif d'Entre-Deux-Eaux, après une marche pénible de nuit. Restant seul sur ses positions, le 6^{ème} bataillon signale vers 20h00 un fort rassemblement ennemi vers Plaine. À minuit, mêmes inquiétudes, bruits, lanternes, etc. À 02h00, le 99^{ème} RI se présente pour



Décorations remises à titre posthume.

traverser leurs lignes vers Plaine, il se heurte à l'ennemi à la Filature, bat en retraite sur les tranchées de Sibien où il fait une violente contre-attaque à la baïonnette, perd son colonel et de nombreux hommes dans le brouillard. Le 6^{ème} bataillon conserve ses tranchées. L'ennemi évacue la position.

À 10h30, sur l'avis que les tranchées allaient être prises à revers, le bataillon évacue et se replie pour Saulxures sur le château Saint-Louis et creuse de nouvelles tranchées dans la sapinière face à Saulxures. Le capitaine Bonne (24^{ème} Compagnie) et le sous-lieutenant Sibien sont tués au moment où ils quittent ces tranchées.

À 18h00, ordre est donné au bataillon de rassembler ses unités et d'aller par le bois du Palais, occuper l'est du bois de Grimaubois. Arrivés à ce point à 23h00, quelques hommes fatigués n'ont pas pu suivre. Ainsi s'achève la vie de Pierre Marie. Voici les extraits du récit du capitaine Derriez au capitaine Tattet : « Vers une heure du matin, le 24, le sous-lieutenant Sibien vint me trouver pour me confier ses appréhensions, que je partageais d'ailleurs, sur l'attaque du lendemain. Nous échangeâmes pendant un bon moment des pensées qui n'étaient pas gaies, mais auxquelles ne se mêlait aucun sombre pressentiment.

Il revint me voir vers 2h30.

C'était une vraie veillée d'armes, et une veillée triste, puisque nous ne nous faisions aucune illusion sur notre faiblesse. Enfin, à trois heures du matin, par un brouillard qui ne permettait pas de voir à dix pas devant soi, des coups de feu de nos sentinelles avancées nous signalaient l'approche de l'ennemi.

Dès ce moment, tout le monde était aux tranchées. Un incident regrettable se produisit alors. Le 99^e régiment d'infanterie se présentait entre nos lignes pour se porter en avant. Le feu dut être interrompu pour permettre son passage. Mais, à peine a-t-il dépassé nos tranchées qu'il est accueilli par une grêle de balles. Le colonel, les chefs de bataillon tombent mortellement frappés, et la tête de la colonne est obligée de rebrousser chemin.

À ce moment, dans la tranchée du lieutenant Sibien - j'ai su cela plus tard - un homme signale un groupe d'Allemands à vingt-cinq mètres, à la corne d'un bois (des tireurs visant tous les officiers), et demande la permission de tirer. Le sous-lieutenant refuse, craignant que le 99^e subisse, dans son mouvement de repli, les effets de ce feu. Or, c'est de ce groupe qu'est partie la balle qui devait le tuer un moment après.

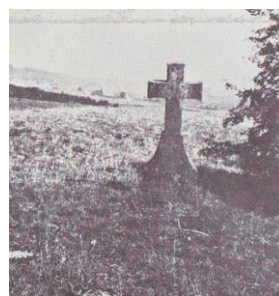
En effet, le brouillard s'étant complètement dissipé, le sous-lieutenant Sibien se leva dans sa tranchée, insoucieux du danger. Il inspectait avec ses jumelles le terrain en avant de lui, et particulièrement le groupe signalé, lorsqu'une balle l'atteignit en plein front. Il resta étendu, respirant encore une demi-heure, mais sans reprendre connaissance.

Un sergent et un homme, au moment du signal effrayant de la retraite (et quelle retraite !) l'ont transporté au croisement des chemins, près d'une croix de pierre - il était impossible d'aller plus loin.

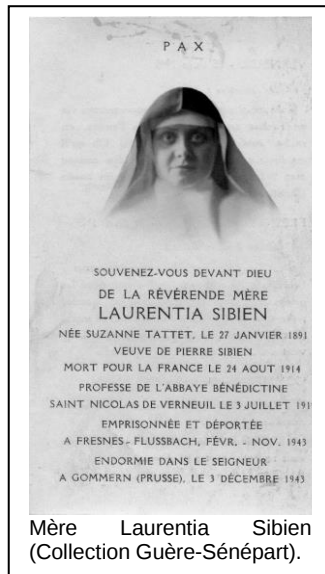
Prévenu à ce moment, je suis allé le voir : ses traits étaient calmes et attestaient qu'il n'avait pas souffert. Le lieutenant Ledeuil, son ami, auquel il avait fait toutes ses recommandations, lui prit son portefeuille, sa montre et son revolver, afin de les remettre à sa jeune femme. Le combat faisant rage à ce moment, et les balles sifflant de tous côtés, je ne pouvais songer à le faire inhumer. Or, la violence du combat ne fit que s'accroître, et, vers onze heures, débordé sur notre droite, nous reçûmes l'ordre de nous replier et d'abandonner la position.

Cette retraite, qui s'opéra sous un déluge de feu et de fonte, et m'obligea à laisser sur la position les morts et les blessés, sera un des gros chagrins de mon existence. Je dois vous confesser, d'ailleurs, qu'une demi-heure après cette pénible retraite, ainsi au coin d'un bois, je pleurai comme un enfant...

Le sous-lieutenant Sibien a été tué en faisant, avec bravoure, tout son devoir dans la tranchée dont il avait la garde. Les hommes, qui l'adoraient, l'ont pleuré ».



La tombe provisoire n° 20 du sous-lieutenant Sibien (Collection AHPC).



Vraisemblablement, son père, Armand Sibien, ne put supporter la disparition de son fils. Il mourra avant la fin du conflit, début 1918.

Le nom du sous-lieutenant Sibien est inscrit au monument aux morts de Clairoix.

Par la suite, sa jeune épouse entrera dans les ordres. Durant le deuxième conflit mondial, au carmel de Verneuil-sur-Avre, la Révérende Mère Laurentia Sibien œuvrera au profit de la Résistance, avec deux autres sœurs, en hébergeant et faisant passer des pilotes alliés. D'ailleurs, elle écrira dans ses notes en juin 1940 : « *Je supplie le Seigneur d'accepter ma vie en rachat des âmes de la France, en rachat aussi du peuple allemand.* » Arrêtée par la Gestapo, elle sera déportée à Flussbach. Elle décèdera à Gommern, en Prusse le 3 décembre 1943. Ses dernières paroles laissées à ses codétenues seront : « *Je fais l'offrande de ma vie pour que vous reveniez toutes.* »

SIMART Jules Albert

Né à Bussy-Bimont dans l'Oise le 19 janvier 1881, Jules Simart est bourrelier-sellier à Clairoix depuis juin 1906. Il est le fils d'Arsène Alfred et de Marie Aglaé Colfin résidents à Péroy-les-Gombries près de Nanteuil dans l'Oise.

À la mobilisation générale, il est envoyé à Amiens au 2^{ème} Escadron du Train des Équipages le 8 août 1914. Cette unité, qui compte environ 1 500 hommes dont

1 400 conducteurs, dispose de 1 739 chevaux qui ont besoin d'attelage. On comprendra très vite l'intérêt des armées à envoyer un spécialiste de la sellerie vers ces ateliers de fabrication et de réparation, plutôt que vers les premières lignes.

Jules est probablement affecté à la 4^{ème} compagnie puisqu'elle constitue la 3^{ème} Section de convoi administratif d'armée, seule section où puisse se trouver un sellier-bourrelier. À peine ayant rejoint le corps le 8, la 4^{ème} Compagnie se déploie



Le besoin en harnachement pour l'artillerie hippomobile oblige le commandement à se préserver des maîtres-ouvriers bourreliers (Collection de l'auteur).

sur Liart le 9 août et va cantonner à Rozoy-sur-Serre dans l'Aisne. Il est alors positionné en Belgique. Avec la percée allemande, c'est la retraite puis la contre-offensive de la Marne à partir de Nogent-sur-Marne. En 1915, il se déplace dans le Somme, participe à l'offensive du même nom en mai 1915 et y reste jusqu'en 1916 pour la deuxième offensive.

Le 28 novembre 1916, il passe à la 17^{ème} Compagnie de l'Escadron en qualité de bourrelier-sellier aux armées. Cette nouvelle compagnie, rattachée à l'état-major du 2^{ème} Corps d'armée, est créée quelques jours plus tôt et regroupe les maîtres-ouvriers spécialisés comme Jules Simart. Cette compagnie est affectée au ravitaillement des éléments non endivisionnés (E.N.E.). Elle participe aux campagnes de la Meuse, de la Marne et de l'Aisne. Jules Simart fera un passage éclair à Clairoix courant juin 1918 avec le 2^{ème} CA. L'unité est dissoute le 27 août 1918. Jules est versé au 6^{ème} Escadron du train à Châlons.

Il est mis en congé illimité d'armistice le 15 février 1919 et se retire à Feigneux dans l'Oise.

SIMON Raymond Edmond

Il est né à Gournay-sur-Aronde le 31 août 1876. Il est le jardinier de M. Pinchon à Clairoix depuis 1907. Il est le fils d'Aimable Zéphirin et de Marie Philomène Hertaut, domiciliés à Marquêglise.

Il est rappelé le 13 août 1914 au 13^{ème} Régiment d'Infanterie Territoriale de Compiègne. Avec ce régiment, il participe à la protection des unités du Génie anglais et français chargées de faire sauter les ponts de Compiègne, quelques heures avant l'arrivée des Allemands. Puis c'est le repli et ces hommes, âgés pour le plus grand nombre, seront chargés de garder les états-majors, les terrains d'aviation et les prisonniers allemands.

Le 3 novembre 1915, il passe au 260^{ème} RIT qui vient d'être créé en août. Il est déployé dans l'Oise à Berneuil-sur-Aisne, Birmont et Tracy-le-Mont. En janvier 1916, il est à Cosne et Saint-Léger, toujours dans l'Oise. Puis en mars, il est dirigé Remigny dans la Meuse où il est mis à la disposition de l'arrière pour le trafic routier.

Le 8 octobre 1916, il passe au 8^{ème} bataillon de Chasseurs à pied et, en avril 1917, est envoyé dans l'Aisne dans le cadre de l'attaque de Berry-au-Bac. Courant 1918, il est à Soissons, puis engagé dans la bataille de Champagne, et finit la campagne à Somme-Py quand l'armistice est signé.

Il est mis en congé illimité d'armistice le 29 janvier 1919.

SIRY Désiré Étienne

Né le 28 mai 1880 à Clairoix, il est le fils de Siméon et d'Angéline Céline Sonnet, résidant à Courtieux près d'Attichy. Il est domestique à Compiègne en 1904, puis s'installe à Outreau près de Boulogne-sur-Mer en 1907. Il effectue son service militaire en 1901 au 45^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il est rappelé au 54^{ème} RI de Compiègne le 2 août 1914, 1^{ère} compagnie. Le 54 est envoyé sur Cutry en Meurthe-et-Moselle. Puis c'est le repli général, avec des combats retardateurs. Fin août, le « 54 » est bombardé tous les jours. Le 1^{er} septembre, la canonnade devient plus intense et débute dès 4 heures du matin. Avec le bénéfice du brouillard, l'ennemi franchit la Meuse et attaque par surprise les compagnies réparties sur les positions défensives. L'attaque s'intensifie vers 8h30, le « 54 » tente une contre-attaque qui échoue. Débordé, il se replie vers les bois près de Dannevoux.

Désiré Siry est fait prisonnier. Il est interné à Mannheim. Il est rapatrié en France le 14 novembre 1918.

Il est mis en congé illimité d'armistice le 15 mars 1919. Après la guerre, il se retire à Boulogne-sur-Mer et devient encaisseur d'assurance.

SIRY Jules Henri

Il est le frère de Désiré et, comme lui, est né à Clairoix le 17 décembre 1882. Il est domestique à Compiègne, puis à Paris en 1908.

Le 7 août 1914, il est rappelé au 23^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale encaserné à Paris. Il est déployé en Belgique et est engagé dans son premier combat le 22 août à Neufchâteau. Puis c'est le repli jusqu'à Vitry-le-François et la contre-offensive de la Marne à Écriennes. Mais le 18 septembre, il est hospitalisé à Vichy pour une hernie. Il ne rentre au dépôt que le 14 octobre.

Le 5 février 1915, il est blessé à Massiges par un éclat d'obus à l'épaule gauche et est évacué à l'hôpital de Chalons sur Marne, puis est transféré à l'hôpital de Châtelguyon jusqu'au 25 juin 1915. Le 17 août 1915, il est envoyé en Orient au sein d'un bataillon d'infanterie coloniale.



À bord du « Provence », au départ de Toulon et pour les Balkans (Collection de l'auteur).

maladie à l'ambulance 8/2 de Salonique.

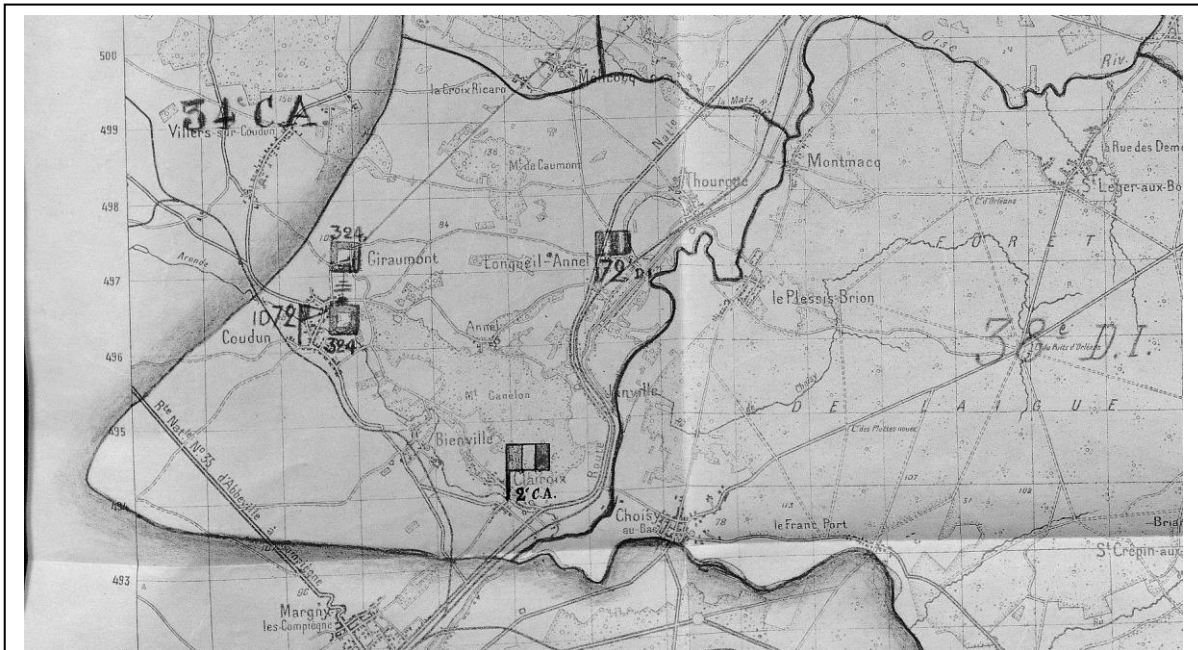
Le 9 mai 1916, il est évacué pour



Médaille serbe, commémorative des Balkans

Il rentre en France le 13 mars 1917 pour rejoindre l'hôpital de Clignancourt jusqu'au 16 juin 1917. Le 13 juillet 1917, il est affecté au 22^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale (RIC), puis au 4^{ème} RIC en février 1918. Mais, très affecté par la maladie contractée dans les Balkans, Jules ne repart sur les lignes de front que le 10 avril 1918 au sein du 67^{ème} Bataillon de tirailleurs sénégalais. Ce bataillon, constitué de Français, officiers, sous-officiers et soldats et d'une majorité de Sénégalais, est notamment déployé en Champagne, juste au moment de l'attaque allemande du 15 juillet 1918 qui durera jusqu'au 19. C'est lors d'une période d'instruction au tir à Verdun que le régiment apprend la signature de l'armistice. Le 14 novembre, le bataillon s'embarque pour Saint-Raphaël, puis Toulon. Jules Siry est mis en congé illimité d'armistice le 12 mars 1919 et se retire à Paris.	
SPAYMENT Robert Il est né le 28 octobre 1898 à Laon. Enfant de Léon Eugène Spayment, premier mari de Léa Lacroix. Cette dernière épousa en secondes noces Denis Rollet. Ils vivent à Clairoix, rue Saint-Simon. Robert est pâtissier à Venette, mais vit encore à Clairoix au déclenchement du conflit. Il est incorporé à Orléans le 21 avril 1918 au 45^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne (RAC) où il est formé aux classes de canonnière. Il passe au 5^{ème} RAC le 1^{er} octobre 1918 et est engagé dans la dernière bataille de Champagne près de Tahure. Il passe au 15^{ème} RAC le 22 février 1919, puis au 1^{er} Groupe d'artillerie de campagne le 1^{er} juin 1919. Il est libéré du service actif le 1^{er} avril 1921 et se retire à la Ferté-sous-Jouarre.	
STRA Fernand Aimable Gaston Né le 11 décembre 1880 à Ville dans l'Oise, il vit à Bienville puis à Clairoix les quelques années précédant le conflit. Il est le fils de Pierre Aimable et de Marie Joséphine Lefebvre habitant à Bienville. En 1902, il part faire son service militaire au 45^{ème} Régiment d'Infanterie, mais il est réformé. Au conseil de révision du 21 décembre 1914, il est finalement reconnu apte pour le service et est dirigé vers le 132^{ème} RI le 24 février 1915 pour y effectuer ses classes au 4^{ème} groupe de cyclistes. Le 14 juillet 1915, il passe au 1^{er} Bataillon de Chasseurs à Pied (BCP) de Saint-Dié. Il est envoyé dans le Pas-de-Calais à Notre-Dame-de-Lorette où le bataillon perd près de 700 hommes. Mais le 21 janvier 1916, il est reconnu inapte au service armé par la commission de Saint-Pol. Il est rappelé au service armé le 1^{er} juin 1918 et rejoint le 1^{er} BCP et est engagé immédiatement sur le front de l'Aisne à Armentières-sur-Ourcq. Il se trouve sur la cote 126. Le 2 juin les troupes ennemies multiplient leurs infiltrations dans le dispositif du 1^{er} BCP assurant la liaison défensive entre deux régiments d'infanterie. La pression est telle que les chasseurs de la cote 126 se replient. Quelques-uns tiennent encore le bois de Bussiares. Soudain, un bombardement violent se déclenche sur ce bois. L'ennemi l'attaque par le nord. Il est refoulé à deux reprises ; les Chasseurs tiennent face à la pression allemande. Malgré l'ordre du chef de bataillon de se replier, quelques hommes décident de ne pas décrocher, notamment ceux de la 4^{ème} compagnie, Fernand Stra est parmi eux. Il est fait prisonnier le 3 juin 1918. Il décède en captivité le 11 novembre 1918 à Merseburg. Son nom est inscrit au monument aux morts de Clairoix et à la Nécropole nationale des prisonniers de guerre à Sarrebourg.	Médaille Militaire remise à titre posthume à ses parents

Le 33^{ème} et le 2^{ème} Corps d'armée à Clairoux



Carte du 2^{ème} CA indiquant son emplacement à Clairoux en mai 1918. On pourra remarquer que les PC de ses divisions, les 72^{ème} et 38^{ème}, se sont repliés sur des secteurs proches de Compiègne, à Longueil-Annel et dans la forêt proche de Plessis-Brion. L'hôpital américain d'Annel a été évacué. Comme les formes du terrain commandent, les soldats s'accrochent au mont Ganelon, véritable observatoire, notamment d'artillerie, qui, par beau temps, permet de suivre tout le déroulement de la bataille (Service Historique de la Défense, à Vincennes).

Le 2 avril, les éléments à pied du quartier général du 33^{ème} CA sont transportés en camions dans la matinée et débarquent, à partir de 10h00, dans la région de Clairoux où ils relèvent les éléments du 5^{ème} CA.

Le Général Leconte commandant le 33^{ème} CA prend le commandement du front depuis son PC à Clairoux à partir de 12h00 précises. L'artillerie est encore sur la ligne de front mais cet ensemble d'unités d'artillerie du 33^{ème} CA, qui est commandé par le Lieutenant-colonel Annibert, doit amorcer un repli, les éléments hippomobiles en premier. En effet, les chevaux supportent très mal les masques à gaz spéciaux développés pour cet animal. Les gaz suffocants les rendent fous. Des commandos de « *Stosstruppen* » parviennent même à tirer à la mitrailleuse sur les unités d'artillerie alors que l'infanterie tient encore des poches de résistance. Les munitions sont stockées à Clairoux et les sections de munitions automobiles

parviennent difficilement aux unités qui se replient. Le poste de commandement du 2^{ème} groupe du 102^{ème} RAL finit par s'implanter à Clairoux après avoir assuré un repli depuis sa position à Nampcel. Certaines unités d'artillerie de tranchée ont dû jeter leurs petits canons dans l'Oise entre Plessis-Brion et Choisy-au-Bac.



Déchargement de munitions dans la plaine de Clairoux-Bienville par des territoriaux (Collection de l'auteur).

Le front compris entre l'Oise et le bois du Plémont est donc tout proche. Il a sous ses ordres, à sa droite, la 35^{ème} Division d'infanterie (DI) dont le PC est à Ribécourt, et à sa gauche, la 53^{ème} DI, dont le PC est situé à Chevincourt.

Déjà, les pièces d'artillerie inondent la plaine et les pentes du mont Ganelon de Bienville à Longueuil-Annel.

Alors que le mont Renaud subit de violents bombardements, le 19^{ème} Dragons installe un peloton de mitrailleuses pour protéger l'état-major de Clairoux d'éventuelles incursions de commandos. La population militaire se densifie brutalement dans le village. Les civils ne sont plus qu'une minorité, presque de trop. Le feu roulant du front se fait plus dense et se déplace vers Compiègne très perceptiblement, de jour en jour. Un mois après, la ligne de front s'est rapprochée. Les Français ont tenu, mais des portions de terrains déjà occupées par l'ennemi menacent directement Compiègne.

Le 7 mai 1918, épuisé, le général Leconte commandant le 33^{ème} CA passe le commandement de la zone défensive de Clairoux au général Cadoudal commandant le 2^{ème} CA.

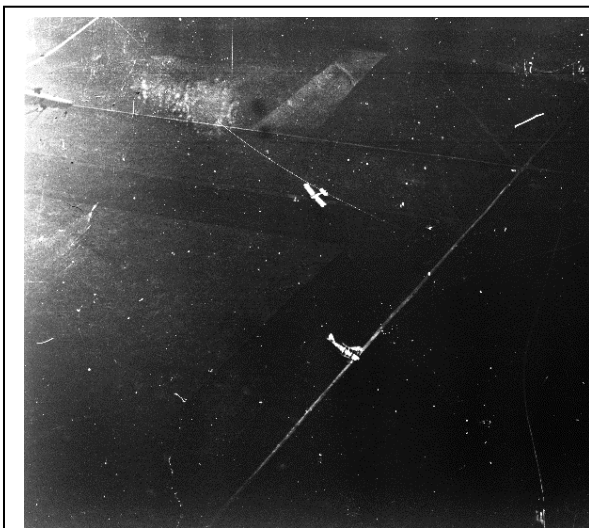
Début juin, le Clos de l'Aronde étant trop exposé aux vues aériennes et à l'aviation ennemie, le général, accompagné de ses 31 officiers, décide donc d'installer son Quartier Général dans l'une des deux maisons bourgeoises dissimulées dans les sous-bois du mont Ganelon, la villa « La Source », et très probablement, la villa mitoyenne appartenant à la famille Bienaimé. Cette information est révélée dans le journal de marche établi par le médecin-chef du 2^{ème} CA : « *Le directeur du SS se rend au PC du 2^{ème} CA (Nord de Clairoux – chemin du Mont Ganelon)* ». Le groupement d'artillerie du 2^{ème} Corps d'Armée (AL2) s'est regroupé sur la rive droite de l'Oise. Son PC consiste en deux petites maisons sur la hauteur de Clairoux (n° 139 et 137) et quelques chambres d'officiers. L'une des maisons sert de PC, l'autre de cantonnement de la troupe. Les chevaux et les voitures sont remisés dans une clairière aux lisières est de Clairoux.



Clairoux en 1918. Selon le journal de marche du service de santé du 2^{ème} CA, tenu par le Médecin de 1^{ère} classe Meyer, le Corps d'armée se serait implanté dans une grande propriété, « La Source » (aujourd'hui 6 rue d'Annel) et délimitée par un mur de pierres de deux mètres de haut. Les nombreuses unités d'état-major pourraient avoir occupé, en toute logique, la grande bâtisse mitoyenne (à droite sur la photo), la villa des Bienaimé, rue de la Fontaine du Roy (Photo SHD Vincennes).

Le 1^{er} juin, le journal de marche du 2^{ème} CA signale qu'une vingtaine d'obus ont touché l'est du village de Clairoux et le mont Ganelon en fin de journée. Le 2 juin, le service de renseignement signale un grand nombre de batteries nouvelles, notamment l'une dans Noyon, destinées à

tirer sur Clairoux (2^{ème} CA) et en partie sur Venette (18^{ème} CA). D'ailleurs, les craintes sont confirmées, cette batterie tire ce jour dans la direction de Clairoux, mais le PC qui vient de déménager est pour le moment inconnu des aviateurs ennemis, mais pas pour longtemps. Elle semble faire un réglage sur un point auxiliaire. Mais bientôt des avions viennent jeter des bombes dans les environs. « *Une bataille d'avions s'engage même au-dessus du PC de Clairoux* » selon le journal de marche du 2^{ème} CA.



Bataille aérienne au-dessus de Clairoux. Des aviateurs de l'escadrille SPA 269 ou BR 11 prennent en chasse l'ennemi (SHD- Vincennes).

Dans celui du 290^{ème} RAL, on peut lire : « *4 juin, une certaine nervosité se manifeste au QG où on craint une attaque boche sur le front des 2 divisions, les 53^{ème} et 72^{ème}. Beaucoup de circulation est repérée par les observateurs sur les routes d'accès au front*

devant le CA. Il est question d'après une note du GQG d'attendre l'ennemi sur les 2^{èmes} positions sans chercher à défendre la 1^{ère} position. Les voitures du QG et celles de l'AL (Clairoix) sont chargées et prêtes à un départ éventuel. » L'armée française vit donc ses heures les plus intenses dans cette région. À Paris, la menace est telle qu'une crise politique voit le jour, mais Clémenceau tient tête. Le 290^{ème} RAL poursuit son récit : « le 6 juin, par ordre supérieur, les civils évacuent Clairoix. L'AL aide de ses voitures quelques malheureux évacués. Par quelques prisonniers faits par le 38^{ème} DI, on est averti d'une attaque ennemie prochaine. Peut-être ce soir à 22h00... ».



La Croix-Rouge américaine à Compiègne accueille soldats et réfugiés de passage en route pour l'arrière-place de la gare et près du cinéma Olympia (Photo BDCI).

Le 6 juin, alors que les derniers habitants quittent Clairoix, empruntant la route de Paris depuis Compiègne, un officier du 2^{ème} corps invite le comte de Comminges à plier bagages assez rapidement. Dans la nuit, son épouse et lui, en calèche, rejoignent le flot des réfugiés. Non sans mal, il trouvera refuge au 29 rue du Sud à Versailles où se trouve déjà une partie de sa famille. Cette fois, Clairoix, le village, n'est plus civil. Le 6 juin, les derniers convois ferroviaires chargés de civils évacuent les villages environnants. Le train en provenance de Longueuil-Annel transporte environ 500 personnes des villages de Thourotte, Machemont, etc... Les vieillards et les infirmes ont été

amenés à la gare par les soins de la Croix-Rouge américaine et l'œuvre des Dames anglaises. Le 7 au matin, il n'y a plus aucun civil à Clairoix.

Le cantonnement est en état d'alerte. Dès 20 heures, par mesure préventive, l'artillerie située à Clairoix entame une contre-préparation offensive d'artillerie sur les lignes ennemies d'une intensité telle que les vitres des maisons, celles qui n'avaient pas reçu de ruban adhésif, éclatent ou se fendent sous les déflagrations. Les observatoires, notamment celui du sous-lieutenant Haudepin (115^{ème} RAL) installé sur le mont Ganelon, signalent de nombreuses explosions de dépôts de munitions ennemies. Certains, incendiés, brûlent une partie de la nuit.

Mais, s'il y a des infiltrations, il n'y a pas d'attaque ennemie en vue. Pas encore...

Une unité hors du commun à Clairoix : la SSY3

L'œuvre des Dames anglaises présida à la constitution d'une unité peu ordinaire : la section

sanitaire Y3 ; une sorte d'unité indépendante, « free-lance », comme on la désignerait de nos jours, et mise à la disposition du Service de Santé des Armées (SSA). Elle est commandée par Miss Lowther, et le sous-lieutenant français Victor Chatenay y est placé pour faire l'interface avec le commandement français. Soldat du Génie, il est sorti du rang par ses exploits et ses citations. Il rédigera par la suite « *Mon journal de Quatorze-Dix-Huit* » dont sont tirés les témoignages ci-après. Personnage hors du commun, Miss Lowther conduit son équipe de Dames anglaises sous le feu pour recueillir les blessés et les conduire aux ambulances du SSA. Après un



Photo hélas un peu floue de Miss Lowther en compagnie du sous-lieutenant Chatenay en mars 1918 (Source Lowthertoupie.com).

premier séjour à Verdun fin 1917, les pages de gloire de la SSY3 vont s'écrire à partir de Clairoix.

Disposant d'un bon niveau intellectuel, le sous-officier Chatenay est dirigé vers une école d'officier du GAN (Groupe d'Armée du Nord) à Creil et Meaux, et devient officier. Fin décembre 1917, le commandement lui propose de prendre la direction de la SSY3, une section sanitaire codée « Y3 », composée de chauffeurs féminins britanniques, commandée par Miss Lowther. Le sous-lieutenant Chatenay écrit :

« Je rencontre miss Toupie Lowther. Elle est en tenue militaire, jupe kaki, veste avec, au col, les écussons du train des équipages, vert avec liseré rouge et la flamme dorée, et sur les manches, un galon d'or de sous-lieutenant. Elle regarde bien en face et parle parfaitement le français et j'ai l'impression qu'elle me juge assez favorablement. Elle m'expose avec vigueur sa volonté ardente de partir pour le front sans tarder et veut me présenter sa section, conductrices et voitures. » Cette section est constituée à Satory près de Versailles en 1917. « ... d'une trentaine de voitures un peu disparates, dont certaines sont imposantes. Woseley, Delaunay, Vauxhall, Mercédès, Daimler, Chalmers... et d'autres toutes neuves, des Ford, est alignée parfaitement. Et devant chaque voiture se tient une conductrice, habillée comme Miss Lowther ». Concernant la personnalité de cette dernière, Chatenay précise : « Miss Toupie Lowther (dont) le prénom est Toupie. Elle a quarante ans passés, mais rien ne le prouve. Figure intelligente, ardente, vivante, avec des yeux plus que vifs, violents. ... Elle est d'une illustre famille et a pu, grâce à ses principales relations, organiser cette section et s'en assurer le commandement. Bachelière française, championne du monde d'épée, élève du maître Prévost, championne d'Angleterre de tennis, musicienne d'un rare talent, compositrice, se tutoie avec la femme du Kronprinz et avec l'impératrice de Russie, peut boire une bouteille de cordial médoc sans être dérangée, autoritaire, violente, dominant son entourage. Très cultivée, capable de parler avec science et éloquence de l'histoire des religions... Elle est à la recherche des émotions dans l'action et toute son énergie est tendue vers ce but : aller au front. Son frère est speaker de la Chambre des Communes, et son cousin, lord Lonsdale, le grand sportif, avait donné beaucoup de fric pour mettre debout sa section. » Elle est secondée par Mrs Talbot, la mère du futur créateur de la marque de voiture Talbot. « Elle avait cinquante ans, elle était courte et ronde. Avec son calot et son ceinturon qui départageait nettement le buste



Ambulancière anglaise de la SSY3 (Sources BDIC).



Une ambulance de la SSY3 copieusement arrosée de projectiles allemands. Cette image évoque, à elle seule, le courage de ces petites Dames anglaises (Source BDIC).

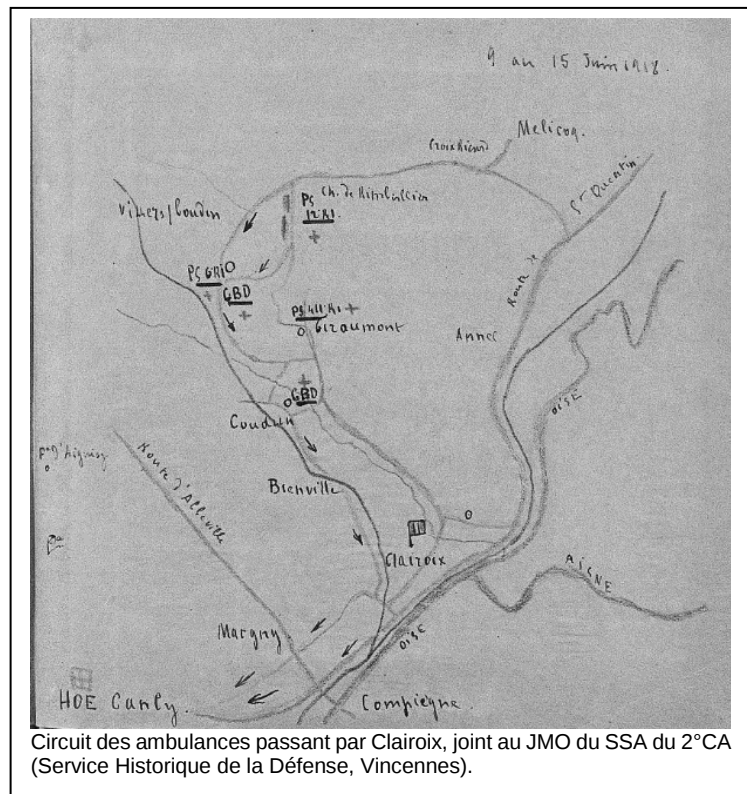
de sa croupe, elle avait une allure à elle, mais n'aurait pas pu concourir pour la ligne haricot. Mais elle était duchesse de Shrewsbury, première duchesse d'Angleterre, sœur du duc de Stacpoole et brigadière d'ordinaire à la SSY3. Elle parlait le français à la perfection, était détestée par les jeunes filles pour ses médisances... Elle tenait le ravitaillement. » Enfin, Chatenay décrit cet étrange équipage : « En comptant bien, quarante-cinq femmes, officiers, sous-officiers et conductrices furent inscrites sur les rôles de la section... et une cinquantaine de voitures y furent utilisées et, en partie, bousillées. Les

conductrices pouvaient se diviser en deux catégories au premier coup d'œil, les jeunes et les moins jeunes, les jolies et les moins jolies. Mais toutes étaient soignées, polies, disciplinées... envers moi et dévouées. Le travail le plus dur était assuré par un petit nombre d'entre elles, plus ardentes, plus vigoureuses, plus appliquées et plus travailleuses. Toutes parlaient le français, mais plus ou moins bien. Un petit groupe d'Américaines très riches avait rejoint la section en renfort... »

La section est dirigée vers Creil en début d'année 1918. Avec l'offensive allemande du 21 mars, elle rejoint Compiègne où vient de s'installer le GQG : *« À Compiègne, j'ai découvert une belle maison abandonnée, je l'ai choisie entre d'innombrables maisons vides. Elle est sur l'avenue Royale, elle se nomme Villa Curial et porte sur sa façade les médaillons de Jeanne d'Arc et de Charles VII qui ne manqueront pas, aujourd'hui, de protéger mes petites Anglaises. »*

Fin mars 1918, Victor Chatenay poursuit : *« ... je reçois l'ordre de rejoindre Compiègne et de me mettre à la disposition du groupement Cadoudal. Nous dépendrons du deuxième Corps, et, la preuve que c'est sérieux, c'est que je reçois les instructions fixées pour l'extinction des lumières bleues. Ce qui signifie, service des premiers postes de secours abordables par des autos... »*. Début juin, la section se met en place au poste sanitaire de Clairoux à la briqueterie. Elle assure le transport des blessés depuis les lignes de front (du mont Renaud notamment), sous le feu ennemi, achemine les blessés vers des centres de tri du Château d'Annel ou de Longueil-Annel, ou de Clairoux... Puis devant l'avance allemande au pied du mont Ganelon, depuis Thourotte et Villers-sur-Coudun, elle effectue le transport vers la Folie et vers l'hôpital de Canly. Courant mai 1918, Victor Chatenay décrit parfaitement les environs : *« La section doit assurer des services du 2^{ème} Corps, les postes de secours avancés sont établis à la briqueterie de Longueil-Annel et au château d'Annel, l'ambulance de première ligne est à la Folie, près de Venette (Margny). ... Le service devient plus vibrant, les obus sur la route sont une nouveauté, et le carrefour de Janville pour monter sur le flanc nord du mont Ganelon est un endroit dangereux, très souvent bombardé. Je vais chaque jour voir comment ça marche. À Janville, une barricade barre la route de Noyon, on doit tourner à gauche pour monter au château d'Annel, il y a des trous d'obus, la vue est splendide, et les Allemands sont en bas dans la plaine, devant nous. Dans une méchante maison démolie, un pauvre abri a été aménagé où les conductrices de service se tiennent, elles y font leur cuisine, et je me souviens avoir vu Maud Fitch (riche Américaine) qui dit-on aura des milliards de dollars de revenu, en train de gratter avec ses mains la terre d'un jardin pour y trouver des pommes de terre. »*

Le village devient un véritable camp retranché. Le sous-lieutenant Chatenay évoque : *« Le six juin, je fus convoqué à une réunion d'état-major à Clairoux. En entrant dans la cour de la maison où était installé l'état-major du groupement, chaque officier était pris en charge par un planton*



Le village devient un véritable camp retranché. Le sous-lieutenant Chatenay évoque : *« Le six juin, je fus convoqué à une réunion d'état-major à Clairoux. En entrant dans la cour de la maison où était installé l'état-major du groupement, chaque officier était pris en charge par un planton*

et conduit dans un bureau où son identité était vérifiée, et puis il était emmené dans une salle gardée par des sentinelles. C'était la première fois que je voyais prendre de telles précautions, et j'en étais réconforté, car, depuis le début de la guerre, toutes les manœuvres et offensives avaient été révélées aux moins perspicaces, et, à coup sûr, à l'ennemi... » Une trentaine d'officiers étaient réunis et assis quand un colonel prit place à une table : « Messieurs, dit-il, l'attaque allemande doit se déclencher d'un moment à l'autre, elle sera puissante, mais nous avons tout ce qu'il faut pour la recevoir. Sur votre honneur, vous prenez l'engagement de ne rien dire, de ne rien faire qui puisse, en alertant vos amis ou vos hommes, provoquer des attitudes qui renseigneraient les agents ennemis qui pullulent autour de nous. Mais vous devez vérifier de très près si tout est en ordre chez vous, les masques doivent être examinés, car il est possible que nous ayons à soutenir un combat de plusieurs jours sous les gaz. Bon courage, messieurs, nous sommes certains que, du coup, ils vont tomber sur un bec. »

« C'était un officier à l'allure intelligente et nette, il serra la main à chacun d'entre nous, et je partis chargé de mon grave secret.

Le bombardement brutal se déclenche dans la nuit du 7 au 8 juin, des obus tombent sur Compiègne. Je pense que c'est démarré, et je me demande à moi-même si je ne suis pas un peu fou d'avoir fait de mon mieux pour que ces femmes viennent au vrai front. Quand ça va barder, tiendront-elles le coup ? »

Une grande effervescence règne à Clairoix en cette journée du 8 juin. Chatenay nous en livre le climat général : « Le 8 juin au matin, l'attaque est lancée, et ça gaze. Tous les canons de la terre semblent s'être donné rendez-vous aux alentours, les voitures en service reviennent chargées de blessés et les environs de la gare reçoivent des dégelées d'obus. Vers dix heures, je suis prévenu que les postes de secours du château d'Annel sont abandonnés, je m'y rends, mais, à Janville, je suis arrêté, une section d'infanterie en organise la défense et un sous-lieutenant me dit que ça a bardé dur sur Ribécourt et que le général Rondeau en personne fait le coup de feu, un fusil à la main. » Mais si les contrôles des identités des jours précédents furent si précis, c'est qu'un événement de taille est sur le point de se produire.



Le moral élevé de la troupe se retrouve aussi dans l'abondance des images humoristiques destinées au public (Collection de l'auteur).

Clémenceau à Clairoix

Clémenceau est au front, il n'en est pas à son premier essai lorsqu'il se rend à Clairoix. Élu en 1915, président de la commission des Affaires étrangères et président de la commission de l'armée du Sénat, il fut autorisé à passer quelques journées vers le front, parmi la troupe. Nommé Président du Conseil en novembre 1917, c'est dans cette dernière fonction que le chef de gouvernement se rend au PC du 2^{ème} CA, très probablement installé à la villa « La Source », rue d'Annel, chemin menant au mont Ganelon. Le général Humbert de la 3^{ème} Armée, également présent sur le perron de cette grande bâtisse, attend le Président du Conseil en compagnie du général Cadoudal. La journée est calme depuis l'aube. Cette villa bourgeoise, à flanc de colline, est dissimulée sous la frondaison des arbres du mont Ganelon. Le journal de marche du 2^{ème} CA mentionne : « 15h45 : Arrivée de M. Clémenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre, accompagné du Général Mordacq, chef de cabinet du Ministre, à l'E.M. du 2^{ème} CA à Clairoix. Il vient conférer avec le général Cadoudal,

commandant le 2^{ème} CA. » En fait, le général Cadoudal s'est vu confier par le général Humbert le groupement de trois corps d'armée, devenant ainsi le « Groupement Cadoudal » pour contrer l'attaque attendue. Il est implanté au centre du dispositif militaire de l'Oise et à l'endroit jugé le plus tactique : Clairoix.

Pour cette journée, le JMO (Journal de Marche et Opérations) du 290^{ème} RAL précise le climat général dans le village de Clairoix : *« Le 8 juin, après une journée assez calme, brusquement à 22h30 en même temps que débutant la contre préparation offensive française – ou CPO, tir d'artillerie puissant préparant une offensive -, les boches déclenchent un marmitage inouï... »* Le bombardement ne se déclenchera qu'après le départ de Clémenceau.

En effet, durant toute la guerre, à aucun moment, l'ennemi ne cherchera à prendre le risque de tuer le chef du gouvernement. Trop risqué... pour éventuellement de futures négociations. L'espionnage est toujours présent. C'est ce qui justifiait le filtrage intensif des identités à l'entrée du PC décrit par le lieutenant Chatenay.

Le journal du 290^{ème} évoque la suite : *« Toutes les batteries, toutes les routes, tous les PC sont pris à partie. Des pièces de longues portées tirent sur Clairoix et Compiègne et la plupart des villages voisins du front (Coudun, Villers-sur-Coudun). Des maisons toutes voisines du PC de l'AL (officier commandant les pièces d'artillerie du 2^{ème} CA) sont atteintes et s'effondrent. Le PC a heureusement une cave où l'on se réfugie. Le commandant Ollat, commandant le sous-groupement (du 290^{ème} RAL), téléphone pour avertir que, vu la violence du marmitage, il lui semble bien que c'est le prélude de l'offensive allemande attendue. Malgré ce déluge de fer, les batteries françaises continuent leur contre-préparation d'offensive énergiquement. Toutes les lignes téléphoniques étant coupées, impossible de correspondre avec elles. »*



Ne disposant pas de photographie de Clémenceau à Clairoix, en voici une qui le représente lors d'une visite au front (Fonds ECPA-D).

Dans « *Grandeurs et misères d'une victoire* », Georges Clémenceau, l'auteur, évoque les notes de son officier d'ordonnance, le général Mordacq : *« 8 juin. – visite 3^{ème} armée, général Humbert. Oise. Attaque allemande annoncée. Tout est préparé pour la recevoir. 9 juin. – l'attaque est déclenchée. »* Au même moment, la quatrième offensive allemande, du nom de « *Gneisenau* », se déclenche sur la rivière du Matz.

De très nombreuses unités se sont massées dans le secteur de Janville – Clairoix – Bienville – Coudun et Villers-sur-Coudun.

La plaine de Clairoix à Coudun s'illumine de mille feux des pièces de l'artillerie lourde arrivées depuis peu. Le camp retranché de Compiègne commence sur les flancs nord du mont Ganelon.

La guerre se déplace cette fois vers Clairoix. Quelles seront les opérations ? Quelles seront les conséquences ? C'est ce que nous aborderons dans la prochaine brochure.



Sur fond de carte de la région de Compiègne - Clairoix, le casque et le képi d'un lieutenant-colonel d'artillerie du 102^{ème} Régiment d'artillerie lourde en poste à Clairoix en juin 1918 (Collection de l'auteur).

ATTAQUES PAR GAZ

Les attaques ennemies par gaz toxique qui ont lieu sous deux formes, la vague toxique, le bombardement toxique constituent pour la population civile **un danger permanent** dont l'importance ne doit pas être méconnue.

Il est rappelé aux habitants que l'observation des précautions suivantes met **entièrement** à l'abri du danger :

A. — PRÉCAUTIONS ESSENTIELLES :

1- Jusqu'à une distance de 20 kilomètres du front, chaque habitant doit posséder son **appareil de protection en son état**.

Cet appareil doit être, à l'exclusion de tout autre :

Pour les adultes : le Masque M 2, oxygène, en une seule pièce ;

Pour les enfants entre 5 et 15 ans : le TN en deux pièces, masque triangulaire ou gris, avec lunettes séparées.

2- Jusqu'à 20 kilomètres du front, chaque famille doit avoir à sa disposition une pièce hermétique.

quelque chose où les gaz ne peuvent pénétrer. Pour le choix et l'installation de la pièce protégée, s'adresser à la Mairie et à la Mission Militaire Française.

3- Les habitants pourvus d'un masque doivent toujours l'avoir à portée de la main. En outre, dans les communes les plus rapprochées du front, ou le danger est plus grave et plus immédiat, les habitants doivent porter sur eux, lorsqu'ils se déplacent, leur appareil de protection placé dans une boîte spéciale. Les enfants, dans toute la zone d'attaque au front de moins de 20 kilomètres, doivent se rendre à l'école avec leur masque.

4- Les habitants doivent savoir placer leur masque. Voir et dessiner la manière d'appliquer correctement le masque. S'adresser au bureau à la Mairie, à la Mission Française, à l'Institut.

B. — CONDUITE PRATIQUE EN CAS D'ATTAQUE TOXIQUE

I. VAGUE

CE QU'IL FAUT FAIRE :

Avant la vague : reconnaître le signal d'alerte, fermer les portes et fenêtres de la maison, se réfugier avec son masque dans la pièce protégée.

Les enfants jusqu'à l'école y resteront jusqu'à la fin de la vague.

Pendant la vague : rester dans cette pièce protégée, y porter le masque en position d'attente. Si du gaz vient à filtrer, — ce qui ne se produira que si la pièce a été mal protégée — reconnaître son passage à une mauvaise odeur, à la toux, le larmoiement ou les larmes qu'il provoque ; mettre alors son masque et boucher les fissures avec des chiffons ou des couvertures mouillées.

Après la vague : rassembler les pièces évacuées par le gaz en sortant largement portes et fenêtres, en allant du feu dans la cheminée.

CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE :

Ne pas courir, ne pas s'asseoir sous la vague, ne pas descendre dans les caves mal ventilées ou s'exposer au gaz.

Les habitants surpris par la vague, sans masque, se réfugieront dans une maison voisine et, à défaut d'habitants proches, en un endroit clos.

II. BOMBARDEMENT TOXIQUE

CE QU'IL FAUT FAIRE :

Début du bombardement toxique : reconnaître, à leur éclairage blanc, qu'il s'agit bien d'attaques toxiques. Se rappeler que l'ennemi utilise toujours, en cas de bombardements toxiques, des projectiles explosifs dont l'effet normal, masque l'effet blanc des projectiles à gaz. Se réfugier avec son masque dans des caves dont on s'efforcera de boucher les ouvertures possibles les évents.

Pendant le bombardement : rester dans la cave. Si elle est envahie par les gaz, la quitter au plus tôt après avoir mis son masque.

Après le bombardement : rassembler les pièces évacuées par les gaz comme il y a eu dit plus haut. Si l'ennemi a une cave, couvrir toute ses affaires et aller du feu au bas de la descente des escaliers.

Reconstruire les trous d'éclatement des caves situés au voisinage des maisons avec de la terre.

CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE :

Ne pas entrer dans une pièce où un danger existe.

Ne pas toucher la terre souillée par les gaz ou les débris des projectiles toxiques.

Ne pas pénétrer avant trois jours dans une pièce envahie par les gaz.

PRÉCAUTIONS GÉNÉRALES :

Ne pas commettre les erreurs ou fautes suivantes par les gaz.

Ne se servir des vêtements ou pièces de literie ayant été en contact avec eux, quoiqu'ils aient été exposés un grand de pendant 48 heures, les avoir lavés, et lavés, toutes les fois qu'il sera possible.

Pour tous renseignements concernant la protection et l'assainissement s'adresser à la Mission Française.

III. — MANIÈRE D'APPLIQUER le MASQUE

M² 1- Surveiller le masque en cas de la langue tendue à l'extérieur.

2- Prendre les élastiques B et C de la main droite, la partie inférieure du masque de la main gauche.

3- Introduire le menton profondément dans le masque et tirer vers l'arrière les élastiques D et E.

4- Vérifier que le masque s'applique bien sur le visage en pressant un doigt sur le point de contact de ce masque.

5- (Facultatif) Agiter autour de la coupe l'attache supplémentaire E (pour tous les masques ne possédant pas).

Il est parfois nécessaire d'ajuster le masque aux figures prêtes en dessinant la longueur de l'attache antérieure-postérieure D.

TN 1- Prendre l'élastique A en son milieu de la main droite, la partie inférieure du masque de la main gauche.

2- Prendre l'élastique C en son milieu de la main gauche, la partie inférieure du masque de la main droite.

TN 3- Introduire profondément le menton dans le masque, ramener en arrière les oreilles (élastique A).

4- **Essentiel :** serrer les cordons B et D de manière à appliquer très étroitement le masque contre le visage, ramener ces cordons sur le haut de la tête et les y serrer fortement ; ces cordons sont parfois munis par un élastique, il suffit alors de ramener l'élastique sur le haut de la tête.

5- Rendre avec les doigts sur le nez la lame métallique souple.

6- (Facultatif) Tirer derrière le masque les attaches supplémentaires C et C' qui peuvent être supprimées sans inconvénients.

Placer ensuite les lunettes

1- Placer les élastiques au-dessus des oreilles.

2- Rendre sur le nez la lame métallique souple.

L'on n'éprouvera aucune gêne respiratoire avec le masque si l'on respire lentement et avec calme.



Affiche de la Défense Passive sur l'instruction au maniement des masques à gaz. Mais, rares seront les civils qui auront à porter ces masques puisque les zones de combats auront été évacuées presque totalement dès mars 1918, puis totalement le 6 juin (Archives Départementales de l'Oise)

1914-1918 : Clairoix (Oise) et ses combattants (Q à S)

Dans le cadre du centenaire de la Grande Guerre, une série de 6 fascicules est éditée entre 2015 et 2018. Elle a notamment pour vocation de rendre hommage à tous les combattants de Clairoix ; ceux-ci y sont présentés petit à petit par ordre alphabétique.

Cette cinquième partie présente les hommes dont les noms commencent par les lettres Q à S.

Mais ces parcours individuels ne sauraient s'accompagner de l'histoire de Clairoix et de ses habitants.

La brochure éditée en 2014, intitulée « *La guerre de 1914-1918 à Clairoix (Oise)* » présentait, sans s'attarder sur les détails, l'histoire de ce village durant la Grande Guerre.

Ces nouvelles brochures, plus exhaustives, entrent dans le vif du quotidien et au cœur des intrigues d'un village placé dans la « Zone Dangereuse ». Chaque publication concerne une période particulière du conflit ; ce cinquième numéro est consacré aux événements se déroulant au cours du 1^{er} semestre 1918.

Un personnage central, le maire (et comte) de Comminges, est confronté aux bouleversements qu'entraînent la présence de troupes militaires, allemandes, puis françaises, et les réquisitions permanentes qui les accompagnent dans la commune dont il a la responsabilité. Il va tenter de résoudre chaque problème, un à un, et à chaque fois, en exécutant un véritable exercice de diplomatie.

Henri LESOIN, ancien militaire, membre actif et président de l'association « Art, Histoire et Patrimoine de Clairoix », s'appuie sur des archives militaires, pour certaines inédites depuis la fin du 1^{er} conflit mondial.

Contact : lesoinh@hotmail.com